



# LE DEVOIR

VOL. XCIV N° 8

LES SAMEDI 18 ET DIMANCHE 19 JANVIER 2003

1,95\$ + TAXES = 2,25\$

## Armes: les Québécois défient la loi

*Le Québec appuie le registre national des armes à feu, et pourtant, c'est dans cette province qu'on retrouve le plus de délinquants*

HÉLÈNE BUZZETTI  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le Québec est peut-être une des deux seules provinces canadiennes à encore accorder leur appui au registre fédéral des armes à feu, mais c'est dans cette province que les citoyens se

conforment le moins aux exigences de la loi.

En effet, c'est au Québec que la proportion de propriétaires d'armes à feu n'ayant pas de permis de possession est la plus élevée. Pas moins de 27,4 % des gens possédant une arme n'auraient pas obtenu un permis de possession, selon le nouveau programme fédéral. Au contraire, en Alberta, la province pré-

sentée comme la plus farouche opposante au programme fédéral de contrôle des armes à feu, à peine 7 % des propriétaires seraient encore dans l'illégalité.

Les possesseurs d'armes à feu avaient jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2001 pour obtenir un permis.

Il faut souligner que les pourcentages ont été calculés par *Le Devoir* à partir d'approximations prove-

nant de la firme GPC Recherche. Mandatée par le Centre canadien des armes à feu (CCAF), cette firme, il y a deux ans, a évalué le nombre de Canadiens possédant une arme. Ce serait l'étude la plus exhaustive à ce jour. D'après cette étude, il y aurait environ

VOIR PAGE A 10: ARMES

## Le Canadien congédie Michel Therrien

VALÉRIE DUFOUR  
LE DEVOIR

La main forcée par la piètre performance des gilets bleu, blanc et rouge sur la patinoire, la direction du Canadien de Montréal a congédié l'entraîneur Michel Therrien hier matin. Ce dernier a aussitôt été remplacé par Claude Julien, le pilote de son club-école.

«Je croyais que la situation allait s'améliorer. J'avais confiance que nous allions aligner une série de victoires. Ce n'est pas arrivé, et il fallait un changement», a expliqué hier midi le directeur général de l'équipe, André Savard, lors d'une conférence de presse.

La mine basse, M. Savard a ajouté que la décision a été difficile à prendre et qu'il ne l'a pas prise de gaieté de cœur. «Je connais le métier d'instructeur. C'est un métier ingrat, un métier qui ne pardonne pas. C'est un métier très exigeant et qui demande de la constance.»

La défaite de mercredi soir contre les Thrashers d'Atlanta — la pire équipe de la Ligue nationale de hockey — a cependant fait déborder le vase, si bien que le directeur général a appelé Claude Julien et lui a demandé de se tenir prêt. La défaite de jeudi soir a confirmé la décision. André Savard a annoncé la nouvelle à Michel Therrien hier matin.

«Les entraîneurs sont jugés en fonction du nombre de victoires et de défaites», a souligné François Gagnon, journaliste au quotidien *Le Soleil*. «Le Canadien n'avait remporté que deux victoires au cours de ses 12 derniers matchs. L'équipe glissait au classement. On sentait qu'il y avait moins d'émotion dans le vestiaire, sur le banc et sur la glace.»

Visiblement fier, Claude Julien a indiqué que le fait de prendre la barre de l'équipe montréalaise, un

VOIR PAGE A 10: CANADIEN

■ Autre texte en page C 10



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

André Savard, directeur général du Canadien, a présenté le nouvel entraîneur du club, Claude Julien, qui dirigeait jusque-là le club-école de l'équipe.

HORS-JEUX

## Vite vite vite

Peu de choses plus banales surviennent de nos jours dans le trépidant monde du sport que le congédiement d'un entraîneur. En fait, il y en a deux: un expert versé dans l'analyse à chaud qui souligne, nouvelle preuve à l'appui, qu'il est plus facile de flanquer à la porte un coach que 20 joueurs, et son collègue assis juste à côté qui, à la recherche d'un angle original, affirme de façon puissamment imagée que «lorsqu'un gars est engagé derrière le banc, la seule case de son contrat laissée vide est celle où on écrira la date où il s'est fait mettre dehors».

Une pleine mallette d'expressions clés est aussi à la disposition du commentateur qui ne peut quand même pas réinventer la roue à chaque fois, parmi lesquelles «siège éjectable», «métier ingrat», «nécessité d'un changement», «nouvelle philosophie», «obligation de résultats», «décision difficile», «homme de la situation» et «fini les maudites folies».

Michel Therrien s'est donc fait informer, hier, que la sortie, c'est par là. On s'habitue. Son successeur Claude Julien — en plus d'être le premier entraîneur-chef du Canadien de Montréal depuis Piton Ruel à s'appeler Claude, ce qui constitue quand même une sacrée carte de visite — est le cinquième à occuper le poste en huit ans. Therrien est le sixième à perdre son emploi cette année dans la National Hockey League (20 % des effectifs). Deux d'entre eux ont déjà été réembauchés ailleurs. Doivent pas tous être pourris, que diable; ou, si oui, que dire de ceux qui les engagent?

Est-ce qu'on percevrait quelque chose comme une petite impatience?

Un bon indice de la raison pour laquelle on fait les choses comme on les fait peut être retrouvé quelque part dans un coin bucolique du New Jersey. La semaine dernière, au terme d'une défaite de 3-2 du Montréal contre les Devils, André Savard, celui qui a dit que «changer pour changer, ça ne donne absolument rien» mais qui procède à un changement, s'est approché furax de la patinoire pour servir une volée de bois vert comme du poisson pourri à l'arbitre Kerry Fraser, qui



Jean Dion

VOIR PAGE A 10: VITE

## Sharon l'inoxydable

*Il résiste à tous les scandales et gagne en popularité*

CHRISTIAN RIOUX  
ENVOYÉ SPÉCIAL DU DEVOIR

Jérusalem — Alors que le premier astronaute israélien prenait le chemin de l'espace à bord de la navette *Columbia*, le premier ministre Ariel Sharon semblait lui aussi flotter quelque part entre le paradis et le nirvana. Le chef de la droite israélienne n'avait pourtant pas vraiment besoin de cette explosion de patriotisme qui a fait dire aux journalistes israéliens hier que le ciel de la Floride avait pour l'occasion revêtu les couleurs de leur pays: le bleu et le blanc.

A dix jours des élections générales, rien ne semble en mesure d'égratigner l'ancien chef militaire de la

VOIR PAGE A 10: SHARON

INDEX			
Actualité .....	A2	Santé .....	B6
Annonces .....	C4	Idées .....	B5
Avis publics .....	C8	Météo .....	C9
Bourse .....	C2	Monde .....	A8
Carrières .....	C6	Mots croisés .....	C9
Économie .....	C1	Perspectives .....	B1
Éditorial .....	B4	Sports .....	C10

Entretien avec Geraldine Chaplin

## Le retour du Dictateur

Geraldine Chaplin parle de son père à l'heure où sort de nouveau *Le Dictateur*, pamphlet antihitlérien réalisé par Charlie Chaplin en 1940. Ce grand film, désormais restauré, atterrira vendredi sur cinq écrans québécois. Et les dictateurs d'hier y ressemblent étrangement à ceux d'aujourd'hui...

ODILE TREMBLAY  
LE DEVOIR

La voix de Geraldine Chaplin arrive de Madrid et rit au bout du fil. Une voix volubile, joyeuse, passionnée et passionnante, au français impeccable. La célèbre actrice au père mythique a beau demeurer Américaine, elle est aussi une enfant polyglotte de la grande Europe. On peut l'admirer ces temps-ci dans *Parle avec elle*, le dernier long métrage de Pedro Almodóvar, qui triomphe partout, mais cette

fois-ci, elle veut témoigner de son père. Un père pour la postérité à jamais déguisé en Charlot avec une canne, des godasses et un chapeau melon, faux vagabond et vrai génie du cinéma.

La fille aînée de Chaplin et d'Oona O'Neill souligne la sortie du *Dictateur*, que Charlie Chaplin a réalisé en 1940. Il y incarne le double rôle d'Hitler (rebaptisé Hynkel) et d'un barbillon juif, avatar de Charlot et victime des nazis. Le film, en mauvais état, n'avait pas été projeté sur grand écran depuis 20 ans. Et voici que, nettoyé, rajeuni par les bons soins de la Cinémaèque de Bologne, avec une bande sonore rafraîchie, *Le Dictateur* retrouve ses couleurs initiales, marron et blanc (plutôt que noir et blanc).

Ce film marque une étape cruciale dans l'évolution de ce cinéaste disparu il y a 25 ans. «C'était la première fois que Charlot parlait, la première fois aussi que mon père écrivait un vrai scénario. D'habitude, tout sortait directement de sa tête. Cette fois, il a pondu 300 pages de texte, dont 11 sur la seule scène du globe terrestre que le dictateur fait bondir. Chaque mouvement de

VOIR PAGE A 10: RETOUR



# • LES ACTUALITÉS •

Retransmission  
télé-radio sur Internet

## Le CRTC refuse de régler

SYLVAIN LAROCQUE  
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — La retransmission de signaux de radio et de télévision sur Internet ne doit pas être réglementée, a réitéré hier le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).

«Le Conseil n'estime ni nécessaire ni opportun d'exiger une licence pour les retransmetteurs sur Internet», écrit le CRTC dans un avis.

La décision risque de déplaire à certaines entreprises qui, sans demander à l'organisme fédéral de réglementer la retransmission sur Internet, réclamaient à tout le moins un certain encadrement. Parmi ces entreprises, on compte Bell Canada, qui souhaitait entre autres que les télédiffuseurs par Internet n'aient pas le droit de modifier la programmation des chaînes diffusées sur le Web, et qu'ils ne puissent pas non plus obliger les internautes à regarder des messages publicitaires additionnels.

D'autres intervenants insistaient toutefois pour que le CRTC maintienne l'ordonnance d'exception rendue en décembre 1999.

L'organisme réglementaire a donné raison à ces derniers, notant qu'encadrer une industrie relativement «immature» ne serait pas approprié. De toute façon, souligne le CRTC, les retransmetteurs sur Internet sont désormais obligés, en vertu de modifications récentes à la Loi sur le droit d'auteur, d'obtenir le consentement des diffuseurs traditionnels avant de transmettre leurs émissions sur le Web.

Une société montréalaise, JumpTV.com, diffuse actuellement des canaux internationaux avec lesquels elle aurait conclu des accords.

Selon des chiffres de MicroBBM, l'écoute radiophonique sur Internet reste marginale, avec à peine 0,1 % de l'auditoire global. Pour ce qui est de la télévision, c'est encore moins.

COLLÉGIAL

## La FNEEQ en voie de faire accepter son entente

MARIE-ANDRÉE  
CHOUINARD  
LE DEVOIR

La Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) a franchi une étape de plus cette semaine dans sa négociation avec le gouvernement autour de l'équité salariale, en convainquant 80 % de ses représentants que l'entente qu'elle avait arrachée en décembre était recevable.

Quatre-vingts pour cent des représentants de la trentaine de syndicats locaux ont en effet donné leur aval à l'entente de principe survenue le 22 décembre avec le Conseil du trésor au sujet d'une nouvelle structure salariale et de la «reconnaissance des services professionnels rendus». Invités à recommander à leurs assemblées générales respectives d'entériner cette entente, les représentants des 35 syndicats doivent se rapporter avant la mi-février, date où l'on saura si l'entente est acceptée ou non par les membres.

A terme, en 2005-06, la nouvelle structure salariale représentera une injection de 48 millions de dollars dans la masse salariale des 14 000 enseignants membres de la FNEEQ, ce qui correspond à une hausse de 4,5 %. Cette structure reconnaîtrait désormais l'apport d'une formation universitaire, en ajoutant un échelon pour les titulaires de maîtrise.

L'entente, qui marque aux dires du président de la FNEEQ, Pierre Patry, un «tourment historique», reconnaît également l'inclusion de l'enseignement collégial à l'enseignement supérieur.

Devant le gouvernement, le syndicat s'est engagé quant à l'enca-

drement et l'aide à la réussite des élèves, que le texte de l'entente de principe définit par l'obligation pour chaque enseignant de «consacrer 173 heures par année d'enseignement à ces activités [aide à l'apprentissage, encadrement des étudiants, formation pédagogique et assistance professionnelle] à même ses heures de disponibilité».

### Une perte d'autonomie professionnelle

Cette portion de l'entente a fait bondir les deux autres syndicats d'enseignement collégial, la Fédération autonome du collégial (FAC, 4000 membres) et la Fédération des enseignants de cégep (FEC-CSQ, 1400 membres), qui ont tous deux rejeté ce que leur proposait le Conseil du trésor en décembre.

Cette structure reconnaîtrait désormais l'apport d'une formation universitaire, en ajoutant un échelon pour les titulaires de maîtrise

Les critiques les plus virulentes ont lié les 173 heures à une augmentation de la tâche des profs et à une perte d'autonomie professionnelle.

«Il est tout à fait inconcevable d'accepter que ces nouvelles activités [pédagogiques], imposées sous prétexte de favoriser la réussite des étudiants, nous éloignent encore un peu plus de notre enseignement», réagissait cette semaine le président de la FAC, Daniel Lau-

zon, attaquant précisément le contenu de l'entente de principe obtenue par la FNEEQ.

D'autres critiques ont protesté contre le fait que la nouvelle structure salariale maintiendra à terme le même salaire pour les enseignants possédant 19 ans de scolarité et comptant 15 ans d'expérience, alors que les autres bénéficieront d'une hausse salariale.

Reconnaissant que «toute entente est perfectible», le président de la

FNEEQ, Pierre Patry, explique que cette catégorie particulière d'employés maintient le même salaire, selon les termes de l'entente de principe. «Certains trouvaient que ces gens-là auraient dû obtenir des gains eux aussi», a-t-il expliqué hier. «On a tout tenté pour que ce soit effectivement le cas, mais on n'y est pas arrivé. Mais c'est le statu quo pour ces gens-là; ce n'est pas une perte.»

### De fausses interprétations

Les critiques véhiculées par les autres syndicats se basent parfois sur des portions de texte qui ne sont pas exactes, juge M. Patry, qui compte sur les assemblées générales à venir pour bien informer les membres quant au contenu réel de l'entente de principe et ses incidences précises sur la situation des enseignants. «Les gens prendront leur décision, ça leur appartient», a-t-il affirmé. «Mais on veut qu'ils aient l'heure juste sur le contenu réel de l'entente et non sur de fausses interprétations colportées ailleurs.»

Cette entente, sur laquelle les 35 syndicats locaux de la FNEEQ doivent statuer avant la mi-février, continue de faire l'objet de discussions au sein de la FAC et de la FEC-CSQ, qui doivent reprendre leurs négociations avec le Conseil du trésor. Les deux syndicats préparent actuellement le terrain pour relancer l'opération de négociation.

Cette nouvelle étape conclue dans la négociation de la FNEEQ avec le gouvernement rappelle les échanges de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) avec le Conseil du trésor. Conclue de manière finale en octobre dernier, cette entente en matière d'équité salariale comportait notamment un ajout de cinq heures de temps de présence à l'école par semaine — pour un total de 32 heures par semaine —, ce qui avait été interprété par plusieurs enseignants comme une manière d'alourdir la tâche.

Prévention des incendies

## Le Service de sécurité incendie de Montréal songe à revoir sa stratégie

JEANNE CORRIVEAU  
LE DEVOIR

Constatant que ses campagnes de prévention visant à rappeler l'importance des détecteurs de fumée ne donnent pas les résultats escomptés, le Service de sécurité incendie de Montréal (SSIM) songe à revoir sa stratégie. Plus de 40 % des logements et des maisons de l'île de Montréal ne sont pas dotés de détecteurs de fumée, et s'ils en ont, ceux-ci ne fonctionnent pas.

Qui n'a pas un jour succombé à la tentation de faire taire définitivement un détecteur de fumée trop prompt à hurler à la moindre occasion? La solution souvent adoptée est de retirer les piles de l'appareil... pour ne jamais les remettre en place.

C'est ce qu'avaient fait les trois résidents de la rue Davidson, dans Rosemont, qui ont péri dans l'incendie de leur logement, mercredi, et dont le détecteur de fumée était dépourvu de piles.

Dans certains quartiers de Montréal, le nombre de personnes qui ne se conforment pas au règlement municipal est inquiétant, indique le lieutenant Roger Gilbert, responsable de la section éducation du public au SSIM. Les uns ont des appareils qui ne fonctionnent pas, les autres n'ont tout simplement pas de détecteur dans leur demeure. «C'est hallucinant. L'automne dernier, nous avons fait un blitz dans Ahuntsic-Cartierville et nous avons constaté que 60 % des gens ne respectaient pas ce règlement municipal», relate-t-il.

Le SSIM mène régulièrement des campagnes de prévention à ce sujet, mais les résultats ne sont pas probants. Depuis 1995,

le feu a causé 91 décès, et dans la quasi-totalité des cas, les détecteurs de fumée, quand il y en avait, sont restés muets, faute de piles. «Il va falloir changer nos stratégies et trouver de nouvelles approches pour entrer dans les maisons et parler aux gens.» Il ignore toutefois si le SSIM appliquera avec plus de sévérité le règlement municipal en distribuant davantage d'amendes aux récalcitrants.

### Un emplacement adéquat

À ceux qui disent que les appareils sont trop sensibles à la moindre fumée de cuisson, M. Gilbert rétorque qu'il existe des moyens simples pour remédier à ce problème. Il importe de trouver un emplacement adéquat pour installer le détecteur, plus près des chambres à coucher que de la cuisine, suggère-t-il. Si l'alarme stridente de l'appareil persiste à retentir sans raison valable, on peut simplement placer celui-ci sur un mur, à quelques centimètres du plafond. Dans d'autres cas, c'est l'âge avancé des appareils et la mauvaise qualité des piles utilisées qui sont en cause.

Il existe une douzaine de modèles d'appareils, et les plus communs sont les détecteurs à ionisation. Mais ceux qui sont munis d'une cellule photoélectrique sont moins sensibles à la fumée de cuisson et à la vapeur, rappelle M. Gilbert.

«Oui, j'ai parfois l'impression de prêcher dans le désert, mais depuis les derniers événements, en entendant les réactions des gens, j'ai l'impression qu'on vient de donner un petit coup sur le clou», conclut-il.

Cinéma Libre et l'ACPAV présentent  
**Dans l'esprit de Norman Bethune**  
un documentaire d'Edgar Soldevilla



À l'affiche  
du 23 au 25 janvier

à 19h, au Cinéma ONF  
1564, rue St-Denis, Montréal  
info: (514) 496-6887

à 19h30, à l'Auditorium  
Joseph-Lavergne de la  
Bibliothèque Gabrielle-Roy  
350, St-Joseph Est, Québec  
info: (418) 691-7400

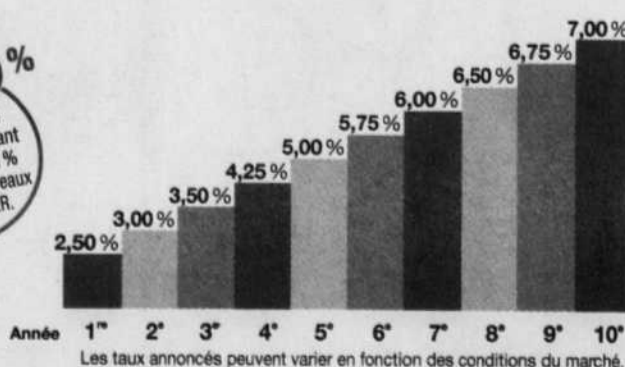


Cinéma Libre www.cinematlibre.com/infocine@cinematlibre.com

Ce numéro sans frais  
est payant :

1 800 463-5229

3,50 %  
la première  
année, incluant  
le boni de 1 %  
pour les nouveaux  
fonds REER.



REER

OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF

Capital garanti à 100 %.

Taux avantageux garantis pour 10 ans.

Remboursables sans pénalité, chaque année, à leur date anniversaire.

Achat à partir de 100 \$.

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h,  
et les samedis du 11 janvier au 1<sup>er</sup> mars, de 10 h à 16 h.  
Visitez le [www.placementsqc.gouv.qc.ca](http://www.placementsqc.gouv.qc.ca)

Épargne  
Placements

Québec

## Améliorez vos compétences en traduction

Programmes de traduction - printemps/été 2003

L'Université McGill a conçu ses programmes de traduction à l'intention de ceux et celles qui désirent devenir traducteurs professionnels et en a confié l'enseignement à des langagiers d'expérience. L'Université accepte dès maintenant les demandes d'admission à la session printemps/été 2003.

### Certificat en traduction

Programme de trente crédits vers le français ou l'anglais.

### Diplôme en traduction

Programme de 2<sup>e</sup> cycle de trente crédits offrant des options en français, en anglais ou en espagnol.

### Faites le premier pas vers une expérience enrichissante

Nous vous invitons à une séance d'information qui aura lieu le 27 janvier, entre 18 et 20h, au 688, rue Sherbrooke Ouest, local 1041. Vous devez soumettre votre demande d'admission à la session printemps/été au plus tard le 1<sup>er</sup> février, sous réserve d'un test d'admission qui sera administré aux candidats le 11 février.



McGill Améliorez vos compétences en traduction

Pour obtenir plus de renseignements.

(514) 398-6160

translation.cce@mcgill.ca

www.cce.mcgill.ca/trad

LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

DEUX QUÉBEC ?  
avec Bernard DeromeDes idées plein la tête  
DIMANCHE 13h

Cultures OGM

## Les semences génétiquement modifiées connaissent leurs premiers ratés aux États-Unis

Les semences génétiquement modifiées, en l'occurrence celles qui ont été rendues imperméables à l'herbicide Roundup, connaissent leurs premiers ratés aux États-Unis.

PAULINE GRAVEL  
LE DEVOIR

Plus tôt cette semaine, le *New York Times* rapportait que le populaire herbicide Roundup, utilisé notamment pour exterminer les mauvaises herbes qui polluent les cultures d'OGM, perd de son efficacité. Dans les champs de plusieurs États américains sont apparues depuis quelques années des plantes indésirables qui résistent aux assauts de Roundup. Un phénomène que redoutaient fortement les environnementalistes qui s'opposent aux OGM.

Le problème auquel doivent faire face les agriculteurs américains découle du trop grand succès des semences Roundup Ready, qui a entraîné une utilisation accrue et exclusive de l'herbicide Roundup, également fabriqué par le géant de l'agroalimentaire Monsanto. L'emploi du glyphosate — nom scientifique du Roundup de Monsanto — a, rapporte-t-on, plus que doublé depuis l'introduction des premières semences Roundup Ready en 1996.

Les semences Roundup Ready de soja, de maïs, de canola et de coton sont en effet particulièrement appréciées des agriculteurs, qui peuvent vaporiser l'herbicide Roundup directement sur l'ensemble de leurs champs sans avoir peur d'endommager les céréales qui y sont cultivées puisqu'on leur a introduit un gène qui les rend insensibles à cet herbicide. Une opération simple qui permet en principe d'éliminer toutes les mauvaises herbes tout en épargnant la récolte.

### L'émergence d'une résistance

L'emploi répété d'un seul et même herbicide a toutefois des effets pervers: il favorise l'émergence d'une résistance. «Lorsqu'on arrose un champ cultivé avec un pesticide, les mauvaises herbes qui y croissent vont éventuellement développer des résistances. C'est inévitable, et ce n'est pas un phénomène nouveau», affirme Marc Fortin, professeur de phytologie à l'université McGill. «Tout produit de contrôle dirigé contre des insectes, de mauvaises herbes, des rats ou des bactéries mènera à l'émergence d'une résistance.»



ARCHIVES LE DEVOIR

Dans les champs de plusieurs États américains sont apparues depuis quelques années des plantes indésirables qui résistent aux assauts de l'herbicide Roundup.

La variabilité génétique qui existe au sein des populations biologiques fait que quelques rares individus dotés de gènes qui, par hasard, leur procurent une résistance, par exemple contre un pesticide, auront une meilleure capacité de survie. En l'absence de concurrents, ces individus pourront alors prospérer à qui mieux mieux. C'est donc par ce processus évolutif répandu dans la nature qu'ont surgi les premières mauvaises herbes résistantes au Roundup en terre américaine. Ces dernières ne découlent donc pas d'un transfert de gènes entre les plantes transgéniques et les mauvaises herbes, comme l'appréhendaient les environnementalistes. Un phénomène qui a néanmoins été observé dans l'Ouest canadien, où on a relevé des croisements entre le canola Roundup Ready et des végétaux apparentés.

Le problème de résistance au glyphosate a d'abord été remarqué au Delaware, où l'hippuride vulgaire, communément appelée queue-de-cheval ou vergerette du Canada, s'est propagée dans les champs en dépit de nombreux traitements herbicides. La plante maudite a ensuite rattrapé le Maryland, la Virginie, le sud du New Jersey, l'ouest du Tennessee et le Kentucky. Dans les États de l'Ohio et de l'Indiana, où on cultive essentiellement du maïs, c'est le «chanvre aquatique» qui montre à son tour des signes de résistance. Et dans les vergers

d'amandiers de la Californie et les champs de blé de l'Australie, un fromental (*ryegrass*) invulnérable donne désormais des soucis aux agriculteurs.

### Peu de produits alternatifs

Bien que la résistance au glyphosate ne concerne que quatre espèces de mauvaises herbes à travers le monde, les scientifiques craignent que le phénomène s'étende à d'autres plantes. Une situation qui serait problématique car le glyphosate est l'herbicide le plus utilisé dans le monde en raison de sa faible toxicité pour les humains et de sa dégradation rapide, qui prévient son accumulation dans l'environnement. De plus, très peu de produits alternatifs sont disponibles sur le marché. Le succès boeuf du Roundup a découragé les autres entreprises d'investir dans la conception de nouveaux herbicides.

Monsanto se fait néanmoins rassurant. «L'incidence de résistance au Roundup est extrêmement rare: seulement quatre cas de résistance en 28 ans d'utilisation à travers le monde, et aucun au Canada», commente Trish Gordon, porte-parole de Monsanto Canada. «C'est bien peu compte tenu du fait que le Roundup parvient à éliminer plus d'une centaine d'espèces de mauvaises herbes. Si les agriculteurs respectent correctement les indications sur l'étiquette, à savoir la concentration, le moment d'application et la fréquence d'épan-

ge, ils ne devraient pas rencontrer ces problèmes.»

Le professeur Marc Fortin ajoute que les plantes qui ont développé une résistance ne sont heureusement pas des espèces agressives qui envahissent les écosystèmes. De plus, les agriculteurs effectuent habituellement une rotation de leurs cultures, qui permet de prévenir l'intensification du phénomène de résistance. Si l'ensemencement répété de soja Roundup Ready induit l'émergence de certaines mauvaises herbes résistantes au Roundup, il faut alterner avec une autre céréale qui requiert l'emploi d'un autre pesticide, recommande-t-il. Ainsi, les plantes résistantes perdront leur avantage et disparaîtront.

«Il faut éviter d'utiliser le même produit année après année car en agriculture s'applique le même principe qu'avec les antibiotiques pour le contrôle des infections bactériennes chez les humains, poursuit-il. Pour traiter les enfants qui font des otites à répétition, les médecins font appel à différentes classes d'antibiotiques pour éviter que les bactéries qui ont développé de la résistance continuent à prendre de l'ampleur.»

Mais les bienfaits de ces pratiques ancestrales d'agriculture s'avèrent toutefois vains depuis que les producteurs substituent une culture de canola Roundup Ready par du soja ou du maïs Roundup Ready, toutes des cultures qui perpétuent l'usage du fameux glyphosate...

Mission de l'ONU en Irak

## John McCallum salue le travail des inspecteurs

JOCELYNE RICHER  
PRESSE CANADIENNE

Valcartier — La découverte de 12 ogives jeudi par les inspecteurs en désarmement des Nations unies démontre la pertinence de la mission entreprise par l'ONU en Irak, a fait valoir hier le ministre de la Défense, John McCallum.

«Je pense que c'est une étape positive et que les inspecteurs ont fait du progrès dans leur travail. Je pense qu'il est bien trop tôt pour juger la signification de cela car je n'ai pas toute l'information requise, mais je pense cependant que c'est un signe positif. Ils ont poursuivi leur travail avec ardeur et nous attendons leur rapport aux Nations unies, le 27 janvier», a dit le ministre alors qu'il participait à l'annonce d'un important contrat de haute technologie au profit des Forces canadiennes.

«Le processus entrepris par les Nations unies commence à porter fruits. Il commence à avoir du mordant. Les inspecteurs ont trouvé quelque chose, ils font du bon travail», a poursuivi le ministre, répétant que le Canada approuve sans réserve la mission des Nations unies en Irak en vue de découvrir s'il s'y cache des armes de destruction massive.

M. McCallum a par ailleurs nié une information, parue hier dans un grand quotidien torontois, laissant entendre qu'il souhaitait que le gouvernement fédéral octroie un milliard de plus à la Défense nationale lors de la présentation du prochain budget, en février, pour lui permettre de mener à bien sa mission. Le budget du ministère de la Défense nationale est actuellement de 12 milliards.

«Je n'ai jamais cité un montant précis. C'est vrai que j'ai demandé de l'argent au gouvernement. Mais la saison pour demander plus d'argent est terminée. On attend le budget de février», s'est contenté de dire le ministre.

### Le projet ISTAR à DMR Conseil

M. McCallum était de passage dans la région de Québec pour annoncer l'octroi d'un contrat de haute technologie qui permettra aux Forces canadiennes d'accélérer le processus de transmission d'information et de prise de décision.

Recherche et développement pour la défense Canada (le centre de recherche de la Défense nationale, qui a le mandat de fournir des services scientifiques et technologiques de pointe aux Forces canadiennes) a confié à la firme DMR Conseil un contrat de 3,7 millions en vue de mener à bien le

projet ISTAR (Intelligence Surveillance Target Acquisition and Reconnaissance). DMR Conseil, une firme spécialisée dans les technologies de l'information, est installée à Montréal et à Québec.

A l'aide d'ordinateurs, ISTAR permettra au commandement des Forces canadiennes et aux troupes d'avoir rapidement accès à des données stratégiques, «ce qui constitue la clé du succès des opérations militaires», a déclaré le ministre.

Le directeur général de Recherche et développement pour la défense Canada, Denis Faubert, a pour sa part expliqué pendant la conférence de presse qu'ISTAR devrait mettre à la disposition des Forces canadiennes «tout ce qu'un commandant a besoin de savoir pour comprendre quelle décision il doit prendre avant d'engager ses troupes».

Nous vivons à une époque où l'informatique et la technologie sont des outils précieux pour l'armée, a-t-il ajouté, précisant que «les commandants ont besoin de se faire aider par l'informatique pour savoir ce qui se passe».

Le système ISTAR sera à la fine pointe de la technologie et devrait pouvoir fournir à l'armée quantité d'informations jugées «essentiels» provenant de diverses sources: il pourra s'agir, par exemple, «d'images produites par des avions, des signaux électroniques qu'on intercepte, qu'on analyse, des rapports de vive voix par des soldats ou des civils, des sources de renseignements sur des pays alliés, des informations sur l'emplacement des forces amies ou ennemies, des cartes géographiques», a énuméré M. Faubert.

Jean-Pierre Boyer  
Appel à la justice  
de l'État de  
Pierre du Calvet  
Champion des droits  
démocratiques au Québec

APPEL À LA JUSTICE  
DE L'ÉTAT  
de Pierre du Calvet



L'auteur a voulu rendre hommage à celui qui eut le courage de pourchasser la corruption politique de son temps et de réclamer l'application des droits démocratiques dans la province de Québec.

SEPTENTRION  
www.septentrion.qc.ca

Venez profiter des  
prix givrés  
de janvier

Patrimoine  
entame la nouvelle année  
avec sa traditionnelle  
vente des prix givrés.

Laissez-vous tenter et venez  
profiter de réductions allant  
jusqu'à 40% sur nos mobiliers  
démonstrateurs sélectionnés.



Patrimoine

3932 Autoroute Laval Ouest (coin Curé-Labelle)  
Laval (Qc) H7T 2P7 (450) 687-6867

NOTE: Les mobiliers disponibles peuvent varier de ceux représentés sur cette annonce.  
Jusqu'au  
31 janvier 03

SOLDE  
ANNIVERSAIRE

UN INVENTAIRE DE PLUS DE TROIS MILLIONS  
DE DOLLARS



MARIETTE CLERMONT

OFFRE DES SOLDES  
BIEN RÉELS SUR LES  
MOBIERS DE SALON,  
DE SALLE À MANGER,  
DE CHAMBRE À COUCHER  
ET SUR UNE FOULE  
D'ACCESSOIRES.

mariette  
clermont

Aussi beau que vous l'imaginez... moins cher que vous le croyez.

MONTREAL: 6255 ST-HUBERT (514) 273-7711 • 2020 UNIVERSITY (514) 845-7296 • LAVAL: 2300 BOUL. LE CORBUSIER (514) 382-6870  
OUVERT LE DIMANCHE • SPÉCIALISTES EN DÉCORATION

## LES ACTUALITÉS

### La députée Lyse Leduc annonce sa retraite

NORMAN DELISLE  
PRESSE CANADIENNE

Québec — La députée péquiste de Mille-Îles, Lyse Leduc, a annoncé hier qu'elle quittera la vie politique au terme de son présent mandat.

Dans un communiqué, Mme Leduc, 64 ans, a manifesté le désir de se consacrer désormais à d'autres activités.

Elle assure toutefois le Parti québécois de sa collaboration afin de travailler à la réélection de cette formation politique et à l'accession du Québec à la souveraineté.

Défaite une première fois en 1989 comme candidate péquiste dans Mille-Îles, Mme Leduc s'est reprise aux élections suivantes, en 1994, en l'emportant par une majorité de 1371 voix. Elle a été réélue en 1998 avec une majorité de 865 voix.

Enseignante de carrière, Mme Leduc a aussi dirigé le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail avant son élection dans la circonscription lavalloise de Mille-Îles.

Comme députée, elle s'est signalée en fondant et en devenant la première présidente du Réseau des femmes parlementaires des Amériques.

Elle était adjointe parlementaire de la ministre de la Culture, Diane Lemieux.

Elle s'est aussi signalée par sa participation à la mise en œuvre de plusieurs mesures gouvernementales en faveur des femmes, comme les garderies à 5 \$ par jour, la hausse du salaire minimum, la Loi sur l'équité salariale, celle sur l'élimination de la pauvreté et la Loi sur les normes du travail, adoptée en décembre dernier.

Enfin, pour Laval, elle a contribué à l'instauration d'un nouvel équipement de traitement des eaux usées.

Négociation avec les médecins spécialistes

### Bernard Landry voit « une lueur d'espoir »

LIA LÉVESQUE  
PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre du Québec, Bernard Landry, n'a toujours pas l'intention de se mêler du dossier de la négociation avec les médecins spécialistes et y voit d'ailleurs « une lueur d'espoir » qui n'était pas présente, selon lui, la semaine dernière.

« Je me tiens toujours en réserve », a par contre ajouté le premier ministre alors qu'il était interrogé sur cette question dans le cadre d'une conférence de presse portant sur un autre sujet, à Montréal.

Le premier ministre a dit garder pleine confiance en son ministre de la Santé et des Services sociaux, François Legault, pour régler ce litige. « C'est le ministre de la Santé qui s'occupe de ce dossier et il le fait très bien », a-t-il tranché.

Les médecins spécialistes ont jusqu'ici tenu trois journées d'étude et envisagent d'en tenir une autre le 28 février.

M. Landry a laissé entendre que les demandes de 800 millions des médecins spécialistes dépassent la capacité de payer du gouvernement, qui ne veut ni hausser les impôts et les taxes ni retomber dans la spirale des déficits.

« Si on peut faire un certain effort, on va le faire, parce qu'on sait que les médecins spécialistes sont d'un excellent niveau scientifique, font des efforts considérables, sur le plan humain, pour travailler avec la population. On va essayer de passer par cet étroit corridor en faisant appel à la bonne foi de tout le monde et au sens des responsabilités de tout le monde », a-t-il conclu.

Interrogé sur l'échéance du règlement de ce dossier à l'approche d'élections générales au Québec, M. Landry a d'abord



CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

Le premier ministre a dit garder pleine confiance en son ministre de la Santé, François Legault, pour régler ce litige.

éviter d'accréditer la thèse voulant que les élections aient lieu tôt au printemps, ajoutant: « J'espère qu'on va régler. Que ça se fasse dans un contexte électoral ne serait pas la meilleure chose. »

Il a aussi manifesté un certain optimisme. « On fait tout pour que la chose se règle dans un contexte favorable et avec l'esprit froid des deux côtés. Il y a une lueur d'espoir, là, qui n'était pas présente la semaine dernière. Ça ne veut pas dire que c'est réglé; ça veut dire que ça avance. »

M. Landry a dit espérer que la

réunion des premiers ministres sur la santé, les 4 et 5 février, permettra de convaincre le gouvernement fédéral de verser davantage d'argent aux provinces pour ce poste budgétaire. « J'espère que le gouvernement central comprend l'urgence et l'ampleur du phénomène », s'est-il exclamé, ajoutant que « la situation est dramatique » pour les provinces à cause du déséquilibre fiscal. « Nous sommes en charge d'une des choses les plus difficiles à gérer dans le monde d'aujourd'hui, la santé, et les moyens sont à Ottawa. »

MONDIALISATION

### Québec présente son conseil de l'Observatoire de la mondialisation

LIA LÉVESQUE  
PRESSE CANADIENNE

Parce que les Québécois « veulent savoir ce que ça mange en hiver, la mondialisation », Québec a présenté à la presse hier 15 personnalités de la société civile qui composeront le conseil d'administration de l'Observatoire québécois de la mondialisation.

La citation vient de la ministre d'Etat aux Relations internationales, Louise Beaudoin, qui a présenté ces 15 personnalités issues des milieux patronal, syndical, communautaire, et de la recherche ainsi que de domaines directement touchés par la mondialisation.

L'observatoire aura précisément pour objectif d'expliquer la mondialisation aux Québécois en organisant des activités de réflexion et de sensibilisation, de même qu'en diffusant l'information recueillie. Il pourra par exemple travailler en collaboration avec des centres de recherche universitaire.

Entre autres personnalités nommées au conseil d'administration, on retrouve le Dr Fernand Labrie, directeur du Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université Laval, Michel Venne, directeur de L'Annuaire du Québec aux Éditions Fides, Claude Villeneuve, professeur de sciences à l'Université du Québec à Chicoutimi, et Monique Simard, directrice générale des Productions Virage. Les centraux syndicaux CSN, FTQ et CSQ comptent chacune un représentant.

Les personnalités y sont nommées pour des mandats de deux

ou trois ans, selon le cas, afin d'éviter « que tout le monde soit renouvelé en même temps » ou qu'il y ait « rupture dans le conseil d'administration », a expliqué la ministre Beaudoin en conférence de presse aux côtés du premier ministre du Québec, Bernard Landry.

#### Une émanation de l'humanisme

Pour mener à bien sa mission, l'observatoire disposera d'un budget de 1,5 million à sa première année, qui commencera officiellement le 1<sup>er</sup> avril, a précisé la ministre Beaudoin.

« Les nations ne peuvent pas être prospères sans dépendre l'une de l'autre »

« Le Québec, qui n'est pas une grande puissance, qui n'a pas de passé colonial, qui n'a pas d'ambition impériale, est bien placé pour être cette espèce de laboratoire d'une mondialisation à visage humain, d'une mondialisation équilibrée. Il n'est pas vrai que la mondialisation est une émanation du libéralisme, du néolibéralisme. Ce doit être une émanation de l'humanisme dans toutes ses dimensions », a pour sa part commenté le premier ministre du Québec, Bernard Landry.

« Les nations ne peuvent pas être prospères sans dépendre l'une de l'autre. La mondialisation ne doit pas être uniquement matérialiste et matérielle. C'est vrai que c'est une ouverture des frontières, mais c'est aussi un effort du genre humain pour que le niveau de prospérité augmente partout dans le monde », a ajouté le premier ministre Landry, arguant qu'il faut créer de la richesse pour avoir quelque chose à répartir.

EN BREF

### Étudiants en médecine: la réflexion se poursuit

(Le Devoir) — Les étudiants en médecine de l'Université de Montréal ne feront connaître que la semaine prochaine les décisions prises hier lors d'une assemblée générale tenue à huis clos. Les étudiants devaient notamment se prononcer sur la proposition de leur association, qui souhaite intenter un recours judiciaire pour faire valoir les

droits des étudiants. Exaspérés par la suspension, depuis novembre, de plusieurs de leurs cours en raison des moyens de pression exercés par les médecins spécialistes, les étudiants ont déjà suspendu le paiement de leurs frais de scolarité. Les étudiants de troisième année ont déjà prévu ne pas se présenter aux examens de fin de stage, qui auront lieu à la fin du mois. La situation est à ce point difficile que les administrateurs de la faculté envisagent carrément d'annuler la session en cours si le conflit entre Québec et les spécialistes n'est toujours pas réglé après le 31 janvier.

## HEC MONTRÉAL

### Venez nous rencontrer

Séances d'information sur les programmes de 2<sup>e</sup> cycle.

MARDI 21 JANVIER À 18 H 30

#### D.E.S.S. en fiscalité et Maîtrise en droit, option fiscalité

(Programme conjoint HEC Montréal — Faculté de droit de l'Université de Montréal)

> Salon Samson Bélair Deloitte & Touche

#### D.E.S.S. en gestion de la chaîne logistique

> Salle Esdras-Minville

MERCREDI 22 JANVIER À 18 H 30

#### M.B.A.

M.B.A. en français intensif (53 semaines consécutives) « en action » (temps partiel)

> Amphithéâtre IBM

#### M.B.A. en anglais intensif (53 semaines)

> Salle Banque de développement du Canada

#### M.B.A.-Santé

> Salon Samson Bélair Deloitte & Touche

JEUDI 23 JANVIER À 18 H 30

#### D.E.S.S. en gestion

Pour comprendre le fonctionnement des organisations et de l'économie. Pour les bacheliers de toutes les disciplines autres que la gestion.

> Amphithéâtre IBM

MARDI 28 JANVIER À 18 H 30

#### D.E.S.S. en commerce électronique

#### Maîtrise ès sciences en commerce électronique

(Programme pluridisciplinaire conjoint HEC Montréal — Faculté de droit et Département d'informatique et de recherche opérationnelle de l'Université de Montréal)

> Amphithéâtre IBM

#### D.E.S.S. en juricomptabilité

(Diplôme en partenariat avec la Rotman School of Management de l'University of Toronto et l'Institut canadien des comptables agréés)

> Salon Samson Bélair Deloitte & Touche

JEUDI 30 JANVIER À 18 H

#### M.Sc.

Options : contrôle de gestion, économie, économie financière, finance, ingénierie financière, gestion internationale, gestion des opérations et de la production, gestion des ressources humaines, intelligence d'affaires, logistique, management, marketing, modélisation et décision, technologies de l'information.

> Amphithéâtre IBM

MERCREDI 26 FÉVRIER À 18 H 30

#### D.E.S.S. en communication marketing

> Salle Banque Scotia



HEC Montréal  
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine  
Montréal (Québec) H3T 2A7  
Téléphone : (514) 340-6151

www.hec.ca/programmes

#### Information

M.B.A. : mba@hec.ca  
M.Sc. : msc@hec.ca  
Autres programmes : dess.g@hec.ca

Papeterie  
**Casse - Noisette**

Confident de l'action présente, support des projets futurs, sauvegarde de la mémoire et rappel du passé, voilà tout ce que représente un agenda.

Nous tenons en inventaire **L'AGENDA MODERNE**, agenda **MIGNON**, *Exacompta*, etc.

Agendas, papeteries fines, cartes, plumes et stylos, albums de photos en cuir d'Italie

**SOLDE ANNUEL**  
**20% SUR TOUTE LA MARCHANDISE DU 10 AU 25 JANVIER**  
445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 845-4980

Heures d'ouverture :  
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00  
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

3 9 1 3  
BLEU  
NUIT

**SOLDE**  
DU 5 AU 25 JANVIER INCLUSIVEMENT  
**20 jours à 20%**  
sur tous les produits que vous aimez...  
et des fins de séries à 30% et à 50%

Arthur Quentin

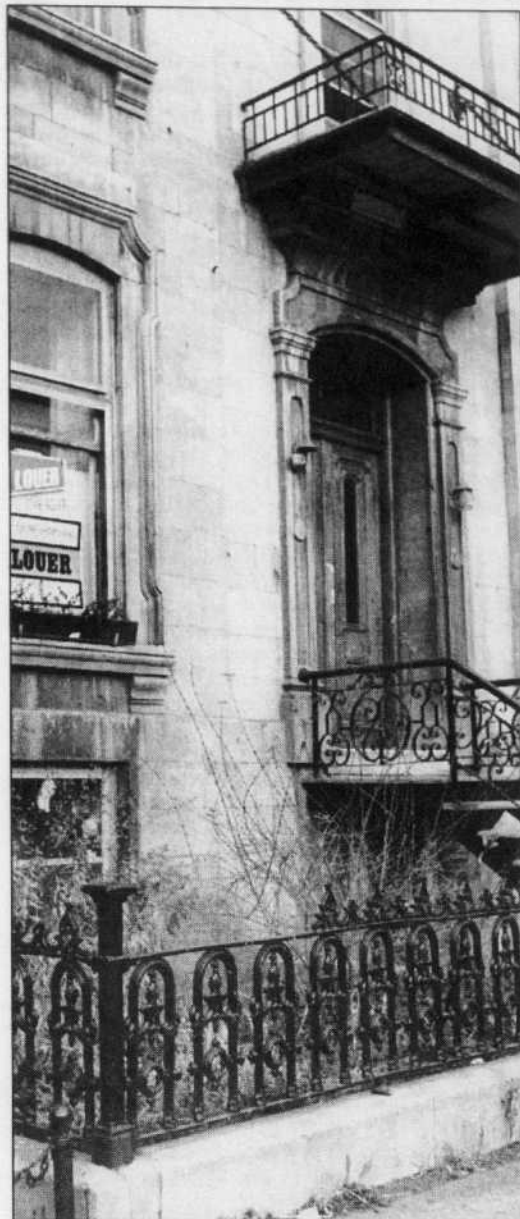
ARTHUR QUENTIN 3960 RUE ST-DENIS MONTRÉAL TÉL. 843.7513  
BLEU NUIT 3913 RUE ST-DENIS MONTRÉAL TÉL. 843.5702

## • LES ACTUALITÉS •

Révision du mécanisme de fixation des loyers

## Les associations de propriétaires redoutent un « ballon électoral »

Les associations de locataires jugent irresponsables les propos de la présidente de la Régie du logement



ARCHIVES LE DEVOIR

Le quart des ménages locataires au Québec consacrent plus de 50 % de leurs revenus à se loger, selon le recensement de 1996.

JOSÉE BOILEAU  
LE DEVOIR

Prudence et colère ont accueilli hier l'intention de la Régie du logement de revoir son mécanisme de fixation des loyers, comme l'a indiqué au Devoir la présidente de la Régie, France Desjardins.

Les associations de propriétaires se sont réjouies de l'ouverture manifestée par la Régie face à des demandes qu'ils font depuis des années. Mais les propriétaires craignent aussi d'être victimes d'un « ballon électoral », selon leur expression.

Pierre Ayotte, de l'Association des propriétaires d'appartements du Grand Montréal, se disait heureux qu'il y ait une déclaration publique de la part de la Régie, soulignant qu'à se commettre ainsi, il devient plus difficile pour le gouvernement de reculer sur le sujet.

« Mais avant de célébrer, on va voir ce que ça va donner, a-t-il ajouté. Si, par exemple, on n'augmente que très légèrement l'indice des réparations majeures, ça ne règle pas le problème qu'on dénonce. »

Michel Rivérin, directeur de la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec, a de son côté souligné qu'il y a déjà une dizaine d'années que son organisme a déposé à la Régie une étude de fond pour revoir les modèles de fixation des loyers. Toutes les lacunes soulignées par Mme Desjardins au Devoir, dans l'article publié hier, sont contenues dans cette étude.

Tant mieux si, cette fois, la Régie a l'intention d'agir, a dit M. Rivérin. « Et on sent une volonté politique. Dans nos rencontres avec M. Côté [ministre délégué à l'habitation], il nous a aussi dit qu'il serait temps, après 25 ans, de revoir le modèle. Mais c'est aussi un gouvernement en fin de mandat: peut-être veut-on seulement calmer les propriétaires. »

Le sérieux des intentions du gouvernement ne se mesurera que s'il y a des engagements concrets dans un avenir rapproché, a de son côté ajouté l'Association des propriétaires du Québec. « Je ne voudrais pas qu'on nous lance cette offre-là juste pour endormir les gens », a conclu le président de l'organisme, Martin Messier.

## Parti pris

Les associations de locataires, elles, sont loin d'être endormies face aux intentions de la Régie. Le Regroupement des comités logement et des associations de locataires du Québec (RCLALQ) a jugé « irresponsables » les propos de Mme Desjardins, y voyant un clair parti pris en faveur des associations de propriétaires.

Le RCLALQ souligne que l'actuelle méthode de

fixation des loyers n'a pas empêché d'importantes hausses de loyer dans les grandes villes du Québec depuis deux ans, bien au-delà du taux d'inflation. Aussi, alléger le « faible contrôle » actuel « contrevient à l'esprit de la loi antipauvreté adoptée en décembre par le gouvernement ».

Du côté du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), on estime qu'une telle réforme ne fera qu'aggraver les difficultés que plusieurs locataires éprouvent actuellement pour payer leur loyer. Le quart des ménages locataires au Québec consacrent plus de 50 % de leurs revenus à se loger, selon le recensement de 1996 (les données de celui de 2001 seront connues en mai), a rappelé François Saillant.

La Régie du logement a déjà des scénarios à proposer pour revoir à la hausse l'indice utilisé dans les cas de réparations majeures, et elle a entrepris des travaux sur l'indice du revenu net — deux indices qui servent à calculer les hausses de loyer permises. Elle est aussi prête à revoir le mécanisme des hausses de loyer lié au coût du chauffage ou à l'étalement des travaux majeurs.

Et elle se penchera sur la possibilité de procéder à un rattrapage de loyer quand un propriétaire ne l'a pas augmenté depuis quelques années — une pratique actuellement interdite par le règlement de fixation des loyers.

## Table de consultation avec les propriétaires et les locataires

Pour ce faire, la Régie tiendra une table de consultation avec les propriétaires et les locataires. Cette consultation sera lancée jeudi lors de la Table Québec-Habitation, tenue par le ministre Jacques Côté et qui réunira, pour la première fois, tous les intervenants du secteur de l'habitation afin d'établir les priorités d'action du gouvernement.

La semaine dernière, les principales associations de locataires du Québec se demandaient si elles allaient participer à cette table où se feront face des intérêts bien divergents. Elles ont finalement décidé de s'y rendre.

La nouvelle publiée hier par Le Devoir a toutefois refroidi leurs ardeurs. Le FRAPRU prévient déjà le ministre: « On y va, mais si on essaie de forcer la discussion dans le sens de la révision, c'est clair qu'on ne restera pas là. » Le RCLALQ, lui, consultera ses groupes membres en début de semaine pour savoir s'il maintiendra ou non sa participation à la rencontre du 23 janvier. Pas question, pour les deux regroupements, de « se faire complices d'un nouvel appauvrissement des locataires ».

Logements insalubres

## Un propriétaire montréalais montré du doigt

L'OEIL a autorisé les six locataires de l'immeuble à retenir leur loyer tant que des réparations n'auront pas été faites

JOSÉE BOILEAU  
LE DEVOIR

Depuis dix ans, l'Organisation d'éducation et d'information de Côte-des-Neiges (l'OEIL) dénonce les agissements d'un important propriétaire dont les appartements sont insalubres. Hier, l'organisme a de nouveau fait visiter aux médias l'un de ces immeubles, situé dans le quartier Parc-Extension, pour souligner l'état déplorable des logements.

Le propriétaire, Claudio Di Giambattista, est bien connu à la Ville de Montréal. Celle-ci a multiplié les poursuites contre lui en raison du grave état de délabrement dans lequel il laisse ses propriétés. Il y a quelques années, deux de ses immeubles du quartier Côte-des-Neiges — chacun comptant plus de 20 logements — avaient même fait l'objet d'un avis d'éviction. Ce qui n'a eu aucun effet sur le comportement de ce propriétaire.

Pas plus, d'ailleurs, que les interventions de la Régie du logement. L'organisme a ainsi autorisé les six locataires de l'immeuble visité hier, rue Du-rocher, à retenir leur loyer tant que des réparations n'auront pas été faites. La décision a été prise en mars dernier et le moyen de pression dure depuis un an. Pourtant, les locataires ne sont toujours pas mieux logés.

## La balle est dans le camp politique

Claude Dagneau, de l'OEIL, ne croit donc pas qu'une réforme du code de logement, telle qu'entreprise par la Ville de Montréal et qui sera discutée avec les groupes communautaires ce mardi, réglera de tels problèmes.

« Je suis pas mal mécontent, a-t-il dit au Devoir hier. Au Sommet de Montréal, on avait convenu de créer un groupe de travail pour s'occuper de ce type de propriété. Mais nous, on ne voulait pas toucher au code de logement, qui est très bon. Le problème, c'est son application. »

La balle, a-t-il ajouté, est donc dans le camp politique, celui du vice-président du comité exécutif et responsable du dossier de l'habitation, Michel Prescott, « qui n'a pas cessé de dire depuis des mois qu'il allait agir ». M. Dagneau craint qu'on se dirige plutôt, avec la réforme du code, vers beaucoup de discussions.

Condos dans le stationnement de Radio-Canada

## Le CCU émet un « avis préliminaire »

JEANNE CORRIVEAU  
LE DEVOIR

Le comité consultatif (CCU) de l'arrondissement Ville-Marie, lors d'une réunion tenue jeudi soir, a donné son accord de principe au projet de construction de condos dans le stationnement de Radio-Canada, mais il impose toutefois une condition: que la SRC lui soumette un plan de site, ce que la société d'État a toujours refusé de faire. Excédé par toutes ces tergiversations, le promoteur songe maintenant à abandonner le projet.

Les membres du CCU se sont réunis jeudi soir pour examiner le projet de condos que compte construire le Groupe Le Versant sur les terrains de Radio-Canada, boulevard René-Lévesque. Mais comme le promoteur n'a toujours pas soumis de demande de permis de construction, le CCU ne pourra pas soumettre le dossier au conseil d'arrondissement, qui détient le pouvoir d'autoriser le projet, a expliqué hier Robert Laramée, président du CCU.

Le CCU s'est donc contenté d'émettre un « avis préliminaire ». « Unaniment, les membres du

CCU ont donné un accord de principe pour le développement résidentiel sur des terrains de la Société Radio-Canada, mais il est conditionnel au respect du plan directeur, ce qui signifie que la société d'État a pour obligation de soumettre le plan de site », a précisé M. Laramée.

Ce plan de site, les élus de l'arrondissement le réclament depuis des semaines afin d'obliger Radio-Canada à définir le développement de l'ensemble de ses terrains, comme l'exige le plan d'urbanisme de l'arrondissement et le zonage particulier de cette propriété. Radio-Canada a toujours refusé de se soumettre à cette demande, alléguant qu'elle n'avait pas d'autres projets de développement pour les autres terrains dont elle est propriétaire.

Malgré ce litige, le CCU a émis une série de recommandations adressées au promoteur à propos de son projet. Ainsi, les stationnements du complexe immobilier devront tous être souterrains et le promoteur devra augmenter le nombre d'étages des immeubles longeant le boulevard René-Lévesque (trois étages étaient prévus). Par ailleurs, les membres du CCU ont rejeté l'idée de rues privées sur le site

pour privilégier l'aménagement de voies publiques, soit le prolongement des rues Montcalm et Beaudry. De plus, le rez-de-chaussée des bâtiments du boulevard René-Lévesque devra comporter des commerces, ont-ils indiqué.

Robert Laramée ne semble pas très optimiste en ce qui concerne le cheminement du projet immobilier: « Radio-Canada refuse toujours de nous remettre un plan d'ensemble du site, et le projet proposé est difficilement harmonisable avec le quartier. »

Quand Le Devoir l'a joint hier, Raymond Lessard, président du Groupe Le Versant, ignorait qu'une réunion avait eu lieu la veille et n'avait pas eu vent des recommandations du comité. S'il n'a pas soumis de demande de permis de construction, c'est qu'il désire d'abord savoir si son projet était recevable, a-t-il expliqué: « Tu ne dépenses pas 300 000 \$ pour concevoir les plans si tu ne sais pas s'il est recevable. » En juillet dernier, il avait pourtant mis la main sur des documents fournis par l'arrondissement qui lui confirmaient son droit de construire un projet d'habitation sur le site.

Il est plutôt amer face à la tournu-

re des événements: « C'est un gros "powertrip" et je ne suis pas sûr que je vais jouer à ça longtemps. Je n'ai pas envie d'en faire les frais. [...] Quand j'aurai pris connaissance des tenants et aboutissants de cette réunion, je prendrai une décision. Il y a bien quelqu'un qui va finir par nous écrire un bon matin. »

D'ici là, M. Lessard estime que les litiges entre Radio-Canada et les autorités de l'arrondissement au sujet du plan de site ne le concernent pas.

Au cours des derniers mois, le projet avait aussi fait l'objet de critiques de la part du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, et de plusieurs groupes communautaires du quartier, qui reprochaient à Radio-Canada de ne pas avoir prévu la construction de logements sociaux sur le site. M. Lessard signale toutefois que des discussions ont été engagées avec des groupes communautaires début décembre pour la construction de logements abordables. Une entente de principe aurait même été conclue pour la construction de 48 logements abordables parmi les 128 unités d'habitation prévues.

Ce que vous cherchez depuis longtemps...

nous l'avons peut-être?

vases  
urnes  
statues  
fontaines  
plantes rares  
meubles d'appoint  
curiosités

Ouvert 7 jours par semaine  
Livraison  
Consultation  
Stationnement gratuit

230, rue Peel  
Montréal  
(2 rues au sud de Notre-Dame)  
514.935.1812

ALPHA  
Plantes et poteries  
DEPUIS 1910

Plus de 500 000 \$ d'inventaire, ça donne du choix!

Venez profiter des prix givrés de janvier



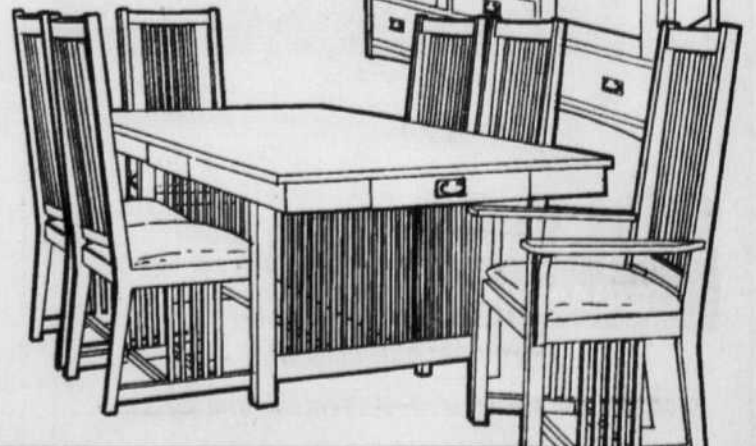
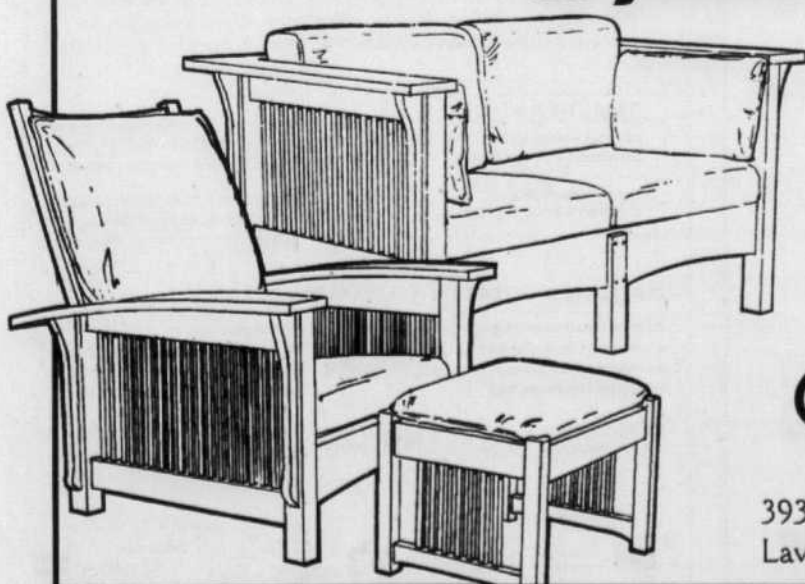
sur la collection Mission

20% de réduction

Maintenant agrandi et offrant davantage de styles et de choix, Patrimoine offre 20% de réduction sur tous les meubles de sa

collection Mission (salon, salle à manger et chambre à coucher) jusqu'au 31 janvier 2003

Patrimoine

3932 Autoroute Laval Ouest (coin Curé-Labelle)  
Laval (Qc) H7T 2P7 (450) 687-6867

# LES ACTUALITÉS

Jour de saint Antoine l'Abbé, patron des animaux

## L'Église ouvre ses portes à ses amies les bêtes

CLAUDINE RENAUD  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Rome — L'Église catholique a manifesté son intérêt pour la protection des animaux hier, jour de leur patron, saint Antoine l'Abbé, souvent représenté avec un petit cochon, et leur a ouvert ses portes à Rome pour une messe spéciale de bénédiction.

Chicco, un grand caniche blanc, Toti, petit bouledogue français, et Mito, splendide chat de race norvégienne, ont été accueillis comme d'honnêtes paroissiens en l'église Sant' Eusebio, où la cérémonie religieuse est célébrée chaque année. Elle sera répétée demain pour les animaux et leurs maîtres empêchés de venir en semaine.

Les plus remuants ont sacrifié à la tradition séculaire, attachés à une laisse ou enfermés à l'intérieur d'une installation spécialement conçue dans l'allée centrale. Les autres créatures comme les petits toutous à manteau étaient lovées dans les bras de leurs propriétaires.

Le rite, délibérément abrégé, n'a duré qu'une demi-heure, mais Don Franco a eu du mal à obtenir le recueillement de l'assistance, qui comptait de nombreuses personnes âgées, une classe en sortie et quelques curieux.

À plusieurs reprises, les chœurs et les paroles du prêtre ont été couverts par les aboiements d'un setter irlandais qu'a troublé l'arrivée d'un congénère.

Près de la porte, le caniche Chicco a passé le plus clair de son temps à amuser la galerie, dressé sur ses pattes de derrière et défiant une haute statue en bois de saint Antoine illuminée par des cierges.



SERGIO PEREZ REUTERS

À Madrid, le prêtre Francisco Villar a béni hier les compagnons de ses fidèles, qu'ils soient à poils, à plumes ou à écailles.

«Chut!», a murmuré sa maîtresse à l'intention du quadrupède dissipé, alors qu'une dame, la quarantaine, entraînait en faisant d'une main le signe de croix. De l'autre, elle portait son chat dans une sorte de minivase.

«Cela me fait plaisir: les animaux sont des êtres vivants et doivent aussi être protégés», a-t-elle expliqué.

Après la messe, les bêtes et leurs maîtres se sont postés sur les marches du double escalier extérieur de l'église pour recevoir la «bénédiction personnelle», matérialisée par quelques gouttes d'eau bénite.

«C'est bon pour leur santé et pour leur sérénité», a commenté une vieille dame qui s'attardait sur le parvis pour bavarder avec la maîtresse de trois chats trouvés. «Les animaux aussi ont leurs moments difficiles», a-t-elle dit.

Il est arrivé que le prêtre bénisse des tortues, des canaris ou des poissons rouges. Les poules, les vaches, les ânes et tous les animaux familiers de nos campagnes dont le spectacle avait rendu cette messe particulièrement populaire et fasciné en son temps le poète allemand Goethe (1749-1832) ont aujourd'hui disparu.

Même les propriétaires de chevaux, comme les cochers des calèches attendant le touriste près du Colisée, étaient absents, faute d'autorisation municipale pour

bloquer la chaussée, a dit regretter Don Franco.

L'Église ne considère pas l'animal comme l'égal de l'homme. Elle n'a pas tranché sur leur possibilité d'aller au paradis et estime qu'ils n'ont pas d'âme. De nombreux textes expriment cependant la bonté de Dieu envers ses créatures, et notamment les animaux.

Le pape Jean-Paul II, qui n'a pas d'animal domestique contrairement à certains de ses prédécesseurs, aime à défendre la dignité des bêtes. Et, joignant le geste à la parole, un mois de janvier, il avait été jusqu'à caresser le python d'un cirque et à bénir le serpent, pourtant symbole du tentateur par excellence dans la tradition biblique.

100 nominations au sein de l'Ordre du Canada

## Guy Provost, Roméo Dallaire et David Cronenberg sont honorés

SYLVAIN LAROCQUE  
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — La gouverneure générale du Canada, Adrienne Clarkson, a annoncé hier 100 nouvelles nominations au sein de l'Ordre du Canada, dont celles du comédien Guy Provost, du lieutenant-général à la retraite Roméo Dallaire et du cinéaste David Cronenberg.

MM. Provost, Dallaire et Cronenberg ont été nommés officiers de l'ordre tandis que les Montréalais Leonard Cohen, célèbre auteur-compositeur-interprète, et Guy Saint-Pierre, ancien dirigeant de SNC-Lavalin, ont été faits compagnons, la plus haute distinction honorifique au pays.

Après avoir joué dans des radiodramas, Guy Provost a marqué le petit écran en incarnant, entre autres, le légendaire Alexis dans *Les Belles Histoires des pays d'en haut*. «Je n'aurais jamais cru qu'un jour je serais ainsi honoré et distingué parmi tant de gens compétents et valables», a confié, ému, le comédien né à Hull.

De son côté, le lieutenant-général Roméo Dallaire a dirigé la tragique mission des Nations unies au Rwanda et en Ouganda. Quant à David Cronenberg, il a réalisé plusieurs films controversés mais réussis, dont *Crash*, en plus d'être le premier Canadien à présider le jury du Festival de Cannes.

Robert Mundell, économiste de renommée mondiale, et Stephen Lewis, ancien ambassadeur du Canada aux Nations unies, ont aussi été promus compagnons.

Parmi les autres personnalités

qui ont été nommées officiers de l'ordre, on compte le poète Pierre Morency, qui a participé à la création de l'Union des écrivains québécois, le caricaturiste du quotidien *The Gazette*, Terry Mosher — mieux connu sous le nom d'Aislin —, l'organiste Bernard Lagacé, le poète George Bowring, le cinéaste inuit Zacharias Kunuk (*Atanarjuat*), le comédien Leslie Nielsen, le baryton Robert Savoie et Gordon Thiessen, ancien gouverneur de la Banque du Canada.

Le fondateur des magasins Réno-Dépôt, Pierre Michaud, est devenu membre de l'ordre, tout comme Charles Biddle, figure emblématique du jazz montréalais, Louis Comeau, ancien recteur de l'Université Sainte-Anne de Halifax, Pierre Lassonde, un Franco-Ontarien qui préside la plus grande entreprise aurifère au monde, Cynthia Lam, leader de la communauté chinoise montréalaise, René Massé, premier Québécois à avoir participé à des Jeux paralympiques, et René Roux, fondateur du Festival international du film sur l'art de Montréal.

Créées en 1967 pour reconnaître des carrières exceptionnelles, les nominations de l'Ordre du Canada sont annoncées deux fois l'an. C'est la gouverneure générale, sur les recommandations d'un comité présidé par la juge en chef de la Cour suprême, qui choisit les lauréats.

Même si leurs nominations sont en vigueur depuis le 10 octobre dernier, les récipiendaires recevront officiellement leurs médailles plus tard cette année.

Peine de mort

## Les Églises rendent hommage au gouverneur de l'Illinois

Genève (Reuters) — Le Conseil mondial des Églises a salué hier la décision du gouverneur républicain de l'Illinois, George Ryan, de commuer en prison à perpétuité la peine capitale prononcée contre 167 condamnés en attente dans les couloirs de la mort de son État.

Le conseil, qui représente les principales confessions chrétiennes hormis l'Église catholique romaine, a qualifié l'initiative de Ryan de «déclaration courageuse et importante qui met en question la peine capitale».

«La peine capitale s'exerce contre les principes chrétiens de compassion, d'amour et de pardon», dit le conseil

dans un communiqué adressé aux représentants de la presse.

Peu avant de quitter ses fonctions, le gouverneur Ryan a annoncé sa décision en soulignant qu'un trop grand nombre de procès et de condamnations étaient entachés d'erreurs. Élu sur un programme qui soutenait la peine de mort, il a dit avoir été convaincu, en quatre années de mandat, que le système des exécutions était vicié.

L'Illinois est l'un des 38 États américains qui appliquent la peine de mort. Le gouvernement fédéral l'a également rétablie. Les États-Unis sont la seule démocratie occidentale où la peine capitale soit encore en vigueur.

PAVILLON  
DES ARTS  
DE STE-ADELE

présente en collaboration avec

Hydro  
Québec

Orchestre I Musici  
de Montréal



AU PROGRAMME  
Quatuor pour cordes  
en mi mineur (Verdi)  
Fantaisie sur  
des airs de  
«La Traviata» de  
Verdi (Dupin)

Samedi 1<sup>er</sup> février à 20 h

Billet: 25\$ (incluant vin & fromage après le concert)

RÉSERVATION: (450) 229-2586

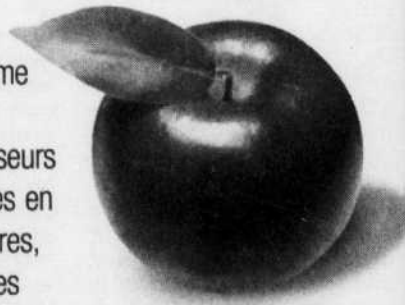
journal  
montreal

1364, chemin Pierre-Péladeau  
(sortie 69 de l'autoroute des Laurentides)



Levez la main et dites  
présent

Soyez présent dans le monde scolaire, en inscrivant votre entreprise ou organisme au Répertoire des ressources et fournisseurs de produits et services en établissements scolaires, l'outil de référence des décideurs et intervenants en éducation



Le Point en administration scolaire  
(514) 277-4544, poste 239 ou 240

www.lepointadm.com

Fontaine

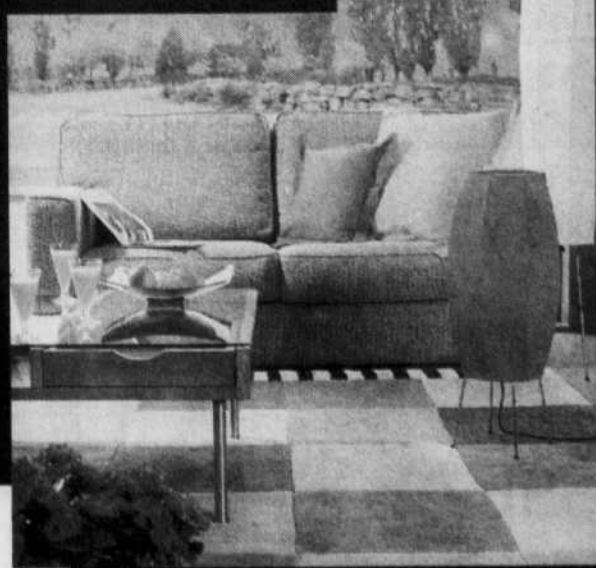


PHOTO HALMAI

c'est tellement différent!

SOLDES  
DE JANVIER

Économisez de  
10% à 50% sur 100%  
de la marchandise exposée  
pendant tout le mois de janvier

9780 EST, RUE SHERBROOKE, MONTRÉAL, (514) 352-3913



ÉTUDIANTS UNIVERSITAIRES  
PERFECTIONNEZ VOTRE ANGLAIS OU VOTRE ALLEMAND

en devenant assistants de  
langue française en Europe!

Le ministère de l'Éducation du Québec offre des postes d'assistants et d'assistantes de langue française au Royaume-Uni, en Irlande ou en Allemagne.

**Fonction :** animer des groupes d'adolescents dont la langue maternelle n'est pas le français et assister l'enseignante ou l'enseignant responsable du cours de français pendant environ 12 heures par semaine.

**Durée du stage :** de 8 à 9 mois, selon le pays d'affectation.

**Allocation :** environ 12 500 \$ pour le séjour (De 25 à 30 \$ l'heure).

**PRINCIPALES CONDITIONS :**

- Étudier à temps plein dans une université québécoise;
- Résider en permanence au Québec;
- Être citoyen canadien.

**DATE LIMITE D'INSCRIPTION :**  
LE 1<sup>er</sup> FÉVRIER 2003

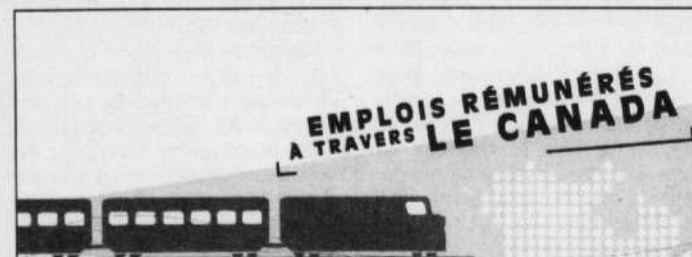
Consultez le site Internet du ministère de l'Éducation :

www.meq.gouv.qc.ca/daic

- Pour obtenir plus de renseignements;
- Pour vous procurer les formulaires d'inscription;
- Pour connaître le nom de la personne responsable du dossier dans votre université.

Brisez la routine, vivez une expérience qui sort de l'ordinaire et explorez de nouveaux horizons en devenant assistantes ou assistants de langue à l'étranger.

Éducation  
Québec



EMPLOIS RÉMUNÉRÉS  
À TRAVERS LE CANADA

VOUS VOULEZ  
VIVRE UNE EXPÉRIENCE INOUBLIABLE !

VOUS AVEZ  
LE GOT DE VOYAGER !

VOUS SOUHAITEZ  
AMÉLIORER VOTRE ANGLAIS !



Faites connaître votre culture tout en découvrant une culture différente et en faisant l'expérience d'un travail des plus intéressants. Comment ? En vous inscrivant au Programme de monitrices et de moniteurs de langues officielles.

Le travail de monitrice ou moniteur consiste à aider des élèves qui étudient le français langue seconde ou le français langue maternelle à améliorer leurs compétences linguistiques. Pour être admissible, vous devez avoir obtenu au moins un diplôme d'études collégiales (DEC) à la fin de la présente année scolaire.

RÉMUNÉRATION

Pour les monitrices et moniteurs à temps partiel :	Environ 14 \$ l'heure, pour un total de 4 000 \$* pour huit mois de travail à raison de 8 heures par semaine.
Pour les monitrices et moniteurs à temps plein :	Environ 14 \$ l'heure pour un total de 12 500 \$* pour neuf mois de travail à raison de 25 heures par semaine.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : 15 FÉVRIER 2003

Pour en savoir davantage sur le Programme, il suffit de visiter le site Web du Conseil des ministres de l'Éducation au :

http://www.cmec.ca/olp/

De composer le :

1 (877) 866-4242

ou de vous adresser :

à la personne responsable de l'aide financière aux étudiants dans votre établissement d'enseignement ;

ou à la direction régionale du ministère de l'Éducation la plus proche de chez vous.

Partenaires  
canadien

Canadien  
Heritage

Éducation  
Québec

# LE DEVOIR

## CULTURE

### Le Café Sarajevo conteste la décision de la CRAAAP

BERNARD LAMARCHE  
LE DEVOIR

Le Café Sarajevo a déposé devant la Cour supérieure une requête en révision judiciaire de la décision rendue le 22 novembre par la Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs (CRAAAP). Dans un ultime effort visant à garder ses portes ouvertes, le petit établissement conteste la décision de la commission statuant qu'il devait être considéré comme un producteur plutôt qu'un diffuseur.

La décision rendue par la CRAAAP, qualifiant le Sarajevo de «producteur», obligeait l'établissement de la rue Clark à négocier avec la Guilde des musiciens une entente collective fixant les conditions d'engagement des musiciens. La CRAAAP n'a pas reconnu au Café Sarajevo le droit d'autoriser l'autoproduction de musiciens alternatifs. La commission, par ce fait même, donnait raison à la Guilde dans sa volonté d'infiltrer les petits lieux de diffusion.

Le Café Sarajevo, soit Osman Koulenovitch et sa partenaire d'affaires, Hélène Côté, juge la décision de la CRAAAP «manifestement déraisonnable en droit et dans son appréciation des faits». Le Café Sarajevo croit que la décision devrait être révisée parce qu'elle fait fi des conditions requises pour conclure à la présence d'une relation artiste-producteur, notamment l'existence d'une rétention de services, d'une rémunération versée par le producteur et d'un degré de direction ou de contrôle suffisant sur la production musicale.

Le Café Sarajevo continue de défendre la position selon laquelle la décision du 22 novembre a pour effet d'étouffer des espaces privilégiés de spontanéité et de liberté d'expression. Les musiciens peuvent s'y présenter sans engagement contractuel pour y jouer avec la possibilité de solliciter des contributions de la clientèle. La situation est jugée comme étant de l'autoproduction par le Café Sarajevo. L'enjeu porte sur le droit des artistes à l'autodétermination, selon Osman Koulenovitch et Hélène Côté.

BERNARD LAMARCHE  
LE DEVOIR

Lors de l'assemblée de mise en candidature de la Guilde des musiciens, jeudi, Gérard Masse, un des administrateurs destitués par le bureau canadien de l'American Federation of Musicians (AFM), a fait circuler un document resté secret, accompagnant la décision du tribunal qui a destitué quatre administrateurs tout juste avant Noël. Or, selon M. Masse, ce document lui donne raison en ce qui concerne les agissements du président de la Guilde, Emile Subirana.

Le document en question consiste en des recommandations faites par le comité de trois personnes chargés de statuer sur les accusations portées par Emile Subirana contre quatre des administrateurs de la Guilde.

Les 15 et 16 novembre dernier, l'AFM a tenu des audiences bilingues à Montréal. Un tribunal de trois personnes, des vétérans syndicalistes, Eddy Bayens d'Edmonton, Ray Petch de Calgary et Cor Gaudri de Winnipeg ont entendu les positions des accusés comme de l'accusateur dans ce dossier.

### Recommandations à la Guilde des musiciens

On connaissait le jugement rendu, mais l'on ignorait que des recommandations avaient également été faites par ce comité.

Dans les recommandations formulées par le comité, trois ressortent particulièrement, qui concernent directement les points de litige au sein de la Guilde lors des derniers mois.

Le comité recommande que les états financiers vérifiés soient publiés, dès qu'ils seront produits, dans le bulletin de la Guilde, *L'Entracte*. Il est question aussi d'améliorer les règlements de la Guilde, afin de préciser les rôles de chaque administrateur, de définir ses aires de juridiction, ses responsabilités et obligations, plus spécifiquement pour ce qui est des représentants de la ville de Québec. Un des principaux acteurs dans le vent de contestation de l'actuel président, M. Masse, était justement le vice-président rattaché au bureau de Québec de la Guilde. Il est par contre suggéré dans le document que le bureau de Québec soit totalement autonome du bureau principal, à Montréal. Parmi les autres recommandations, une circulation plus efficace de l'information au



Émile Subirana

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

sein de la Guilde est souhaitée.

De façon plus importante encore, la quatrième note concerne le mode de paiement du président de la Guilde, un des aspects les plus disputés par les membres dissidents. On se souvient qu'au cours de l'année 2001, M. Subirana a transformé son poste pour en faire un poste de consultant, se versant des honoraires professionnels plutôt qu'un salaire. Or, la recomman-

dation à ce sujet stipule que le président de la Guilde soit rémunéré en tant qu'employé de la Guilde.

Selon M. Masse, la situation est loufoque: «J'ai été suspendu sans salaire et destitué pour avoir mis à jour un système qui aurait dû être réorganisé comme le comité le recommande. Le comité n'a siégé que deux jours. Ils ont trouvé ce que nous demandons depuis un an et demi.»

### THÉÂTRE



Dans *Le Cours des choses*, Josette Trépanier réunit trois femmes autour d'un repas, Markita Boies, Louise Bombardier et Andrée Vachon. La trivialité de leurs propos n'aura d'égale que l'importance capitale des sujets abordés.

## La banalité en profondeur

### LE COURS DES CHOSES

De Josette Trépanier. Mise en scène: Diane Dubeau. Décor: Francine Martin. Éclairages: Sylvie Morissette. Maquillage et coiffure: Pierre Lafontaine. Environnement sonore: Chantal Dumas. Avec Markita Boies, Louise Bombardier, Andrée Vachon, Frédéric Paquet et Roch Aubert. À l'Espace Libre jusqu'au 8 février.

SOPHIE POULIOT

«Ça va tellement mal dans le monde, on ne sait même plus où aller en vacances!» Ce type de répliques, mariant avec humour gravité et légèreté, conscience et indifférence, foisonne dans le premier texte dramatique écrit en solo par l'artiste Josette Trépanier. Peintre et graveuse, celle-ci élabore actuellement une thèse de doctorat portant sur l'esthétique de la banalité dans l'art. Voilà qui en dit long sur la pièce qu'elle signe. Dans *Le Cours des choses*, Trépanier réunit trois femmes autour d'un repas. La trivialité de leurs propos n'aura d'égale que l'importance capitale des sujets abordés. Un portrait extrêmement réaliste qui amuse tout en laissant songeur.

Tout concourt, dans *Le Cours des choses*, à faire croire au specta-

teur que la scène est un véritable restaurant où de véritables femmes ont une véritable conversation. D'abord, le décor de Francine Martin et les éclairages de Sylvie Morissette reproduisent les lignes épurées et l'ambiance propre d'un restaurant branché. Ensuite, Markita Boies, Louise Bombardier et Andrée Vachon, chacune représentant un type de femme particulier, sont d'une authenticité irréprochable, tant dans leur jeu verbal que non verbal. Enfin, leur discours est débridé, entrecoupé de blagues et de critiques sur le repas; il enchevêtre des commentaires sur la difficulté de vivre en couple, d'élever des enfants, particulièrement dans une famille monoparentale avec des remarques sur la mode et sur l'allure du serveur. Le texte de Josette Trépanier n'est pas un coup de massue, il ne changera pas la vie du spectateur ou sa perception du monde, mais comme celui-ci se reconnaîtra dans l'un ou l'autre des personnages — ou encore dans chacun d'eux — il ne pourra faire autrement que de réfléchir aux propos échangés par les trois femmes et de remettre, ne serait-ce qu'un tant soit peu, ses propres attitudes en question.

S'il faut peindre à grands traits ces personnages, disons que Geneviève (Louise Bombardier) est une femme de carrière, divorcée et chargée de l'éducation de ses adolescents, Anne-Marie (Andrée

Vachon) est une artiste bouddhiste qui cultive son «intérieurité», tandis que Nathalie (Markita Boies) est une graphiste pigiste qui, adolescente de 42 ans, n'arrive jamais à s'engager véritablement dans une relation. Il faut saluer les comédiennes qui savent rendre ces figures plus vraies que nature.

On pourrait comparer *Le Cours des choses* à *Henri et Margaux*, présenté plus tôt cette saison, aussi à l'Espace Libre. Ces deux pièces, en reproduisant un ou des extraits de la vie de tous les jours, tracent un portrait humain réaliste et touchant. Elles font du quotidien — et de la banalité — à la fois un sujet d'émerveillement, de mystère et d'exaspération. Le portrait tracé par Josette Trépanier, tout en tablant sur l'humour et la complicité du public, est toutefois un peu moins rose que ne l'était celui peint par Evelyne de la Chenelière et Daniel Brière. Lorsque s'achève *Le Cours des choses*, rien n'est résolu, mais la vie continue, avec ses beautés et ses embûches. Geneviève, Nathalie et Anne-Marie — quoique ce soit beaucoup moins vrai pour cette dernière —, si elles s'interrogeaient un peu plus sur leurs valeurs et leurs comportements, auraient peut-être la vie un peu plus facile. *Le Cours des choses* offre au public, sur un plateau d'argent, la chance de se prêter à cette réflexion, tout en s'amusant. Pourquoi repousser l'assiette?

## Grande Bibliothèque: le Mexique veut s'inspirer du Québec

Le Mexique dispose de 140 millions \$US pour construire ce qui sera la bibliothèque centrale du pays à Mexico

CAROLINE MONTPETIT  
LE DEVOIR

La présidente de Conaculta, le conseil de la culture et des arts du Mexique, Sari Bermudez, a passé quelques jours à Montréal pour étudier le projet de Grande Bibliothèque du Québec. Le gouvernement du Mexique s'apprête en effet à construire sa propre bibliothèque centrale à Mexico, bibliothèque qui reliera également les 6500 bibliothèques municipales de l'ensemble du pays. Comme cela a été le cas au Québec, le Mexique procédera à un concours international pour désigner l'architecte qui sera en charge du projet.

«Il fallait faire une nouvelle bibliothèque, explique Mme Bermudez. Et nous n'avons jamais eu de concours international d'architecture. C'est une nouvelle expérience. De grands bâtiments ont été créés [au Mexique] par des architectes étrangers au siècle dernier, mais cela fait presque 100 ans que le gouvernement fédéral n'a pas demandé une œuvre à un architecte étranger.»

Le concours international de la Grande Bibliothèque du Québec prévoyait des mises en candidature autant d'architectes étrangers que d'architectes québécois.

«Mme Bissonnette nous a raconté ses succès et ses problèmes, dit Mme Bermudez. On m'a prévenue qu'avec certains points, il faut faire attention.» Elle relève notamment que l'association entre architectes étrangers et québécois aurait pu se faire plus tard dans le processus.

Le Mexique dispose de 140 millions \$US pour construire ce qui sera la bibliothèque centrale du pays à Mexico. Du lot, 100 millions de dollars, accordés par le gouvernement mexicain, sont destinés à la construction de la bibliothèque. Les 40 millions supplémentaires sont une donation de la fondation Bill et Melinda Gates, de Microsoft, et serviront à relier à la bibliothèque centrale les 6500 bibliothèques du pays. La bibliothèque centrale du Mexique devrait être terminée en 2006 alors que le mandat du président mexicain Vicente Fox prendra fin.

L'expérience permettra de mesurer «ce qui se passe dans un pays quand on met beaucoup d'argent pour élever la condition des bibliothèques», dit Mme Bermudez.

Le concours d'architecture en prévision de la construction de la bibliothèque centrale du Mexique devrait être lancé sous peu, et la ministre de la Culture du Québec, Diane Lemieux, a suggéré à Mme Bermudez qu'un Québécois soit membre du jury.



**40% DE RABAIS**  
SUR LES MANTEAUX DE  
MOUTON RENVERSÉ \*

\*Du prix régulier

**LA PLUS GRANDE SÉLECTION**  
DE SOFAS HAUT DE GAMME.

Rég.: 3595 \$  
à 2495 \$

Centropolis, coin St-Martin et autoroute 15 à Laval  
(Derrière le cinéma Colossus) Tél.: (450) 978-3030



**École Anne-Hébert** (auparavant École Somerled)

Une vie intense réservée aux grands du primaire (5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> année)

- Programme d'anglais intensif
- Projet culturel axé sur la littérature
- Éducation physique 2 heures/semaine
- Vaste terrain de sports
- Étude dirigée disponible le matin
- Transport scolaire gratuit pour les élèves du quartier 21
- Service de garde et activités parascolaires midi et soir

**Inscriptions 2003**  
du 27 au 31 janvier  
de 8 h 30 à 16 h



Aux côtés de professionnels  
**SUPER DYNAMIQUES!**

Visitez notre site Web: [www.csdm.qc.ca/annehebert](http://www.csdm.qc.ca/annehebert)



Commission  
scolaire  
de Montréal

6310 avenue Somerled, Montréal (Québec) H3X 2B8  
Téléphone: (514) 596-7600

Invitation à la pratique du

**CENTRE ZEN DE MONTRÉAL**

10 851, rue Saint-Hubert (métro Henri-Bourassa)

**ATELIERS D'INTRODUCTION**  
par ALBERT LOW, maître et directeur du Centre

Samedi, 1<sup>er</sup> février de 9h00 à 14h30  
Samedi, 8 mars de 9h00 à 14h30  
Samedi, 12 avril de 9h00 à 14h30

Coût: 50,00 \$ (25,00 \$ étudiants et aînés)

Réservations: (514) 384-8645  
Courriel: zenlow@aie.ca  
Http: [www.zenmontreal.ca](http://www.zenmontreal.ca)

## LE MONDE

Bras de fer avec Bagdad

## L'Amérique-contre-la-guerre se mobilise

Bush ne convainc plus qu'agir militairement contre l'Irak est justifié

Sept navires de guerre américains basés à San Diego ont levé l'ancre hier pour la région du Golfe avec près de 10 000 marins et Marines à leur bord. Ce déploiement est le plus important de la 1<sup>re</sup> Force expéditionnaire de Marines depuis la guerre du Golfe, en 1991, ont rapporté des responsables militaires. La flotte fait partie des 62 000 hommes dont le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a ordonné le déploiement dans le Golfe la semaine dernière.

ASSOCIATED PRESS  
AGENCE FRANCE-PRESSE  
REUTERS

George W. Bush — qui est prêt à porter «seul et avec les nations qui pensent comme lui» la responsabilité d'une guerre contre l'Irak, selon son secrétaire d'Etat Colin Powell — n'a pas convaincu ses compatriotes qu'une guerre contre ce pays est justifiée, selon un nouveau sondage qui laisse entendre que la Maison-Blanche a encore du travail à faire pour recueillir un assentiment populaire au recours à la force. Parallèlement, des dizaines de milliers de personnes hostiles à la guerre se préparaient à manifester ce week-end dans tous les États-Unis.

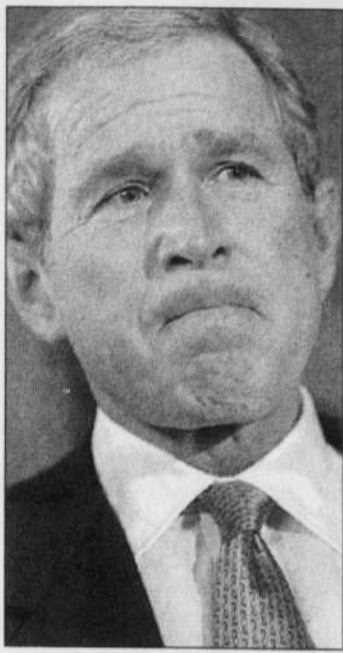
Le rassemblement le plus important est attendu aujourd'hui et demain à Washington, où les organisateurs espèrent réunir au moins plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Les manifestants «ont des autorisations pour plusieurs emplacements, y compris pour des défilés», a précisé le chef de la police du District de Columbia, Charles Ramsey.

«Il ne devrait pas y avoir de problèmes.» Des cortèges étaient également prévus un peu partout de Tampa (Floride) à San Francisco (Californie). «Nous nous en prenons à un pays pauvre qui a suffisamment de problèmes», a expliqué Al Svitesic, un retraité qui manifestera à Pittsburgh (Pennsylvanie) la semaine prochaine. «Ce n'est pas juste.»

Des manifestations contre la guerre en Irak se dérouleront ailleurs dans le monde, notamment à Toronto, Tokyo et Bruxelles. En France, des défilés sont prévus aujourd'hui dans 50 villes de province et à Paris. En Allemagne, des rassemblements auront lieu le même jour à Hambourg, à Cologne et devant le QG de l'armée de terre américaine en Europe, à Heidelberg.

L'association Réponse internationale a organisé le défilé de Washington prévu aujourd'hui et un autre à San Francisco en appelant les opposants à la guerre à «empêcher l'administration Bush de mener et de tuer les gens dans le monde qui ne sont pas nos ennemis». Elle a promis une marche pacifique dans la capitale fédérale. Le groupe «Unis pour la paix» a prévu une



Deux photos prises la même journée, à des milliers de kilomètres. Si George W. Bush semble inquiet, Saddam Hussein, lui, affiche un sourire, de circonstance sûrement. La guerre aura-t-elle vraiment lieu?

autre manifestation demain en direction de la Maison-Blanche, promettant des «actes de désobéissance civile non violents».

M. Bush devait quitter Washington hier pour la résidence présidentielle de Camp David, dans le Maryland.

Selon un sondage du centre de recherche Pew publié jeudi, 53 % des Américains estiment que le président Bush ne les a pas encore



REUTERS

convaincus qu'une guerre contre l'Irak est justifiée. Près des deux tiers (63 %) estiment que le fait que l'Irak n'apporte pas la preuve qu'il ne possède pas d'armes prohibées ne serait pas un motif suffisant pour déclencher la guerre. En revanche, 76 % se disent favorables au recours à la force dans le cas où des armes de destruction massive seraient découvertes en Irak.

Le sentiment que la guerre est

proche a renforcé la détermination de nombreux militants à se rendre à Washington, malgré un froid glacial.

Les manifestations pourraient prendre une tonalité humoristique à San Francisco, où les militants de l'organisation Baring Witness ont annoncé leur intention de défilé dans la rue. De leur côté, les organisateurs de la marche de Washington vont invoquer la mémoire du pasteur Martin Luther King, dont la date de naissance sera officiellement commémorée lundi aux États-Unis. Et tous de citer le discours sur la guerre du Vietnam prononcé par le leader des droits civiques le 4 avril 1967.

Dans cette allocution, le pasteur King disait que le conflit au Vietnam l'avait convaincu qu'il ne pouvait pas condamner la violence dans les ghettos «sans avoir d'abord parlé clairement au plus grand pourvoyeur de violence dans le monde aujourd'hui: mon propre gouvernement».

Parallèlement sur le plan politique, dans un entretien au quotidien allemand *Sueddeutsche Zeitung* à paraître aujourd'hui, Colin Powell affirme que les États-Unis, le cas échéant, assumeront «seuls cette responsabilité avec les nations qui pensent comme eux. Il sera prouvé à la fin du mois que l'Irak ne coopère pas», a-t-il dit, ajoutant toutefois qu'une deuxième résolution de l'ONU sur l'Irak «pourrait être sensée».

À Bagdad, Saddam Hussein a défendu les États-Unis à l'occasion du douzième anniversaire du début de

la guerre du Golfe, le 17 janvier 1991. «Bagdad, son peuple comme ses dirigeants, est bien décidé à pousser les Mongols de l'ère moderne à se suicider sous ses murs», a-t-il déclaré.

Le chef des inspecteurs de l'ONU en Irak, Hans Blix, a appelé Bagdad à fournir «plus d'explications» sur des ogives chimiques vides découvertes la veille en Irak, déplorant aussi un manque de coopération active des Irakiens.

L'Irak espère résoudre toutes les questions en suspens sur ses anciens programmes d'armes de destruction massive lors de la visite à Bagdad des chefs des inspecteurs de l'ONU, Hans Blix et Mohamed El Baradei, a rétorqué l'ambassadeur de l'Irak à l'ONU.

«Discuter des questions entre les deux parties est toujours une bonne chose. Aussi, nous espérons que nous pourrions surmonter des divergences ou des malentendus éventuels, qui peuvent être éclaircis pour les deux parties», a déclaré l'ambassadeur Mohamed al-Douri à des journalistes à Bagdad.

M. Blix et le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed El Baradei, sont attendus demain à Bagdad. Les deux responsables ont aussi réclamé davantage de temps avant un éventuel recours à la force.

Le président français Jacques Chirac, qui recevait Hans Blix, a appuyé leur demande, arguant que «la sagesse oblige» à donner «le temps nécessaire» aux inspecteurs, qui ont visité au moins trois sites hier.

## Rice est pour la «discrimination positive»

Washington (AFP) — Condoleezza Rice, la conseillère du président Bush pour les affaires de sécurité, elle-même Noire, a estimé hier que la race pouvait être retenue comme facteur afin de favoriser l'admission des minorités ethniques dans les universités américaines.

«Je pense que même si des moyens ne faisant pas entrer la race en ligne de compte sont préférables, il est approprié de l'utiliser comme un facteur parmi d'autres pour parvenir à un corps étudiant diversifié», a-t-elle affirmé dans un communiqué publié par la Maison-Blanche.

George W. Bush avait dit estimer mercredi que le système utilisé par l'université du Michigan pour favoriser l'admission d'étudiants noirs était inconstitutionnel.

«Je soutiens fermement la diversité ethnique, notamment dans l'enseignement supérieur. Mais les méthodes utilisées par l'université du Michigan pour atteindre cet objectif important sont fondamentalement biaisées», avait notamment déclaré le président Bush lors



ARCHIVES LE DEVOIR

Condoleezza Rice

d'une allocution à la Maison-Blanche. La présidence américaine a soumis jeudi soir à la Cour suprême un document appelé

*amicus brief*, qui présente sa position en la matière.

La juridiction suprême américaine a été saisie par des étudiants blancs affirmant que l'université du Michigan a refusé de les admettre au profit d'étudiants noirs dont les notes étaient pourtant inférieures.

«Lorsque le président a décidé de soumettre un *amicus brief*, il m'a demandé mon opinion sur la meilleure façon de parvenir à la diversité ethnique dans les universités américaines», a indiqué Mme Rice, qui a elle-même dirigé la prestigieuse université Stanford.

«Je suis d'accord avec la position du président, qui souligne la nécessité de la diversité et reconnaît le poids toujours présent des préjugés raciaux et le besoin de les combattre», a souligné Condoleezza Rice.

La «discrimination positive» a été mise en place dans les années 1960 pour favoriser les minorités en facilitant leur accès à l'emploi et à l'université. La Cour suprême doit se prononcer d'ici juin sur ce dossier sensible.

## Feu vert à Ridge

Washington (Reuters) — La Commission des affaires gouvernementales du Sénat américain a donné hier le feu vert à la nomination de Tom Ridge à la tête du nouveau département de la Sécurité intérieure.

Le choix du président George W. Bush doit maintenant être soumis à l'ensemble du Sénat qui devrait l'avaliser lors d'un vote attendu en début de semaine prochaine. Ridge devrait donc être déjà investi lors de l'ouverture vendredi prochain de ce nouveau département, qui comptera 170 000 employés et est le fruit de la refonte totale ou partielle de 22 agences fédérales américaines. Sa création représente la plus importante réorganisation administrative effectuée aux États-Unis

en un demi-siècle. Dans son intervention devant la Commission, Ridge a assuré que le pays était «sans nul doute plus en sécurité» maintenant qu'au moment des attentats du 11 septembre 2001, mais qu'il restait encore davantage à faire.

«Nous n'aurons pas vraiment réussi tant que les terroristes ne sauront pas qu'il est vain d'attaquer l'Amérique et que les Américains ne sauront pas que nous sommes capables de les protéger», a déclaré Ridge, 57 ans.

Ancien combattant du Vietnam, il a été gouverneur de Pennsylvanie et a effectué six mandats à la Chambre des représentants. Ces quinze derniers mois, il a occupé le poste de directeur du Bureau de la sécurité intérieure à la Maison-Blanche.

## Un Palestinien et un Israélien tués

Jérusalem (AFP) — Un Palestinien et un Israélien ont été tués et deux Israéliens, dont une petite fille, blessés, hier soir pendant une infiltration dans une colonie sauvage proche de l'implantation de Kiryat Arba, près d'Hébron (Cisjordanie), a-t-on annoncé de sources militaires.

Deux Palestiniens armés sont

parvenus à s'approcher d'un groupe de maisons construites illégalement sur une colline près de Kiryat Arba. Ils ont frappé à la porte d'une des maisons, tué à l'arme automatique le colon qui leur avait ouvert et blessé sa fille âgée de trois ans, ainsi qu'un autre Israélien. Un autre Israélien armé qui se trouvait dans la maison a ouvert le feu et

tué un des deux assaillants, selon une nouvelle version des faits provenant de sources militaires israéliennes. Auparavant, ces derniers avaient tenté de s'infiltrer dans la colonie de Kiryat Arba, et que l'un d'eux avait été tué par des colons et des soldats qui se trouvaient à proximité de la maison.

La galerie ART SÉLECT  
importateur de meubles exclusifs de France

SOLDE

15% 25% 15% 20% 40%  
40% 20% 15% 20% 20%  
25% 40% 20% 40% 15%  
20% 15% 20% 15% 40%  
20% 20% 20% 15% 40%  
15% 25% 15% 25% 40%  
20% 15% 40% 15% 15% 20%  
40% 15% 25% 20% 15% 40%  
15% 20% 40% 40% 15% 40%  
20% 40% 15% 20% 15%  
15% 20% 40% 15% 20%  
40% 15% 20% 40% 20%  
20% 15% 40% 20% 15% 25% 40%

D'HIVER  
DU 18 JANVIER AU 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2003

100 ouest avenue Laurier, Montréal (Québec) H2T 2N7  
Téléphone : (514) 273-7088 • Télécopieur : (514) 273-6656

riche<sup>3</sup>

Riche de programmes d'études de haut calibre résolument axés sur l'avenir  
Riche d'un des plus généreux programmes de bourses au pays  
Riche de plus de 30 programmes coop. dont la moitié en sciences humaines

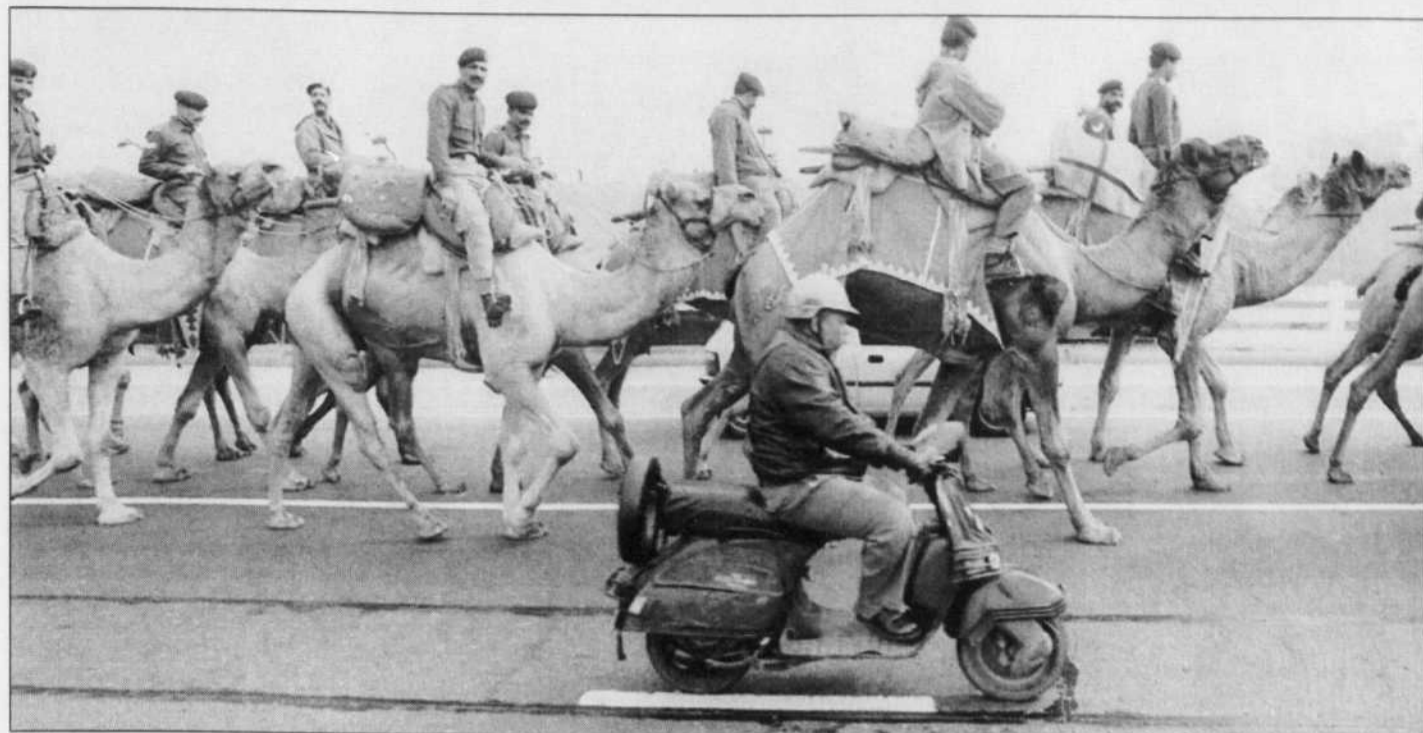
Université d'  
University of  
Ottawa

1.877.uottawa www.uottawa.ca

LE DEVOIR

## LE MONDE

À pas de chameau!



KAMAL KISHORE REUTERS

L'INDE, c'est bien connu, est un pays tout en contrastes. Avec son milliard d'habitants, «la plus grande démocratie du monde» est une formidable machine économique qui avance de plain-pied dans ce siècle naissant, tout en patageant grandement dans une misère toute médiévale. Sa machine de guerre, avec la bombe atomique notamment, est tout aussi formidable. Mais là encore, les paradoxes persistent. À preuve, ces soldats rentrant tranquillement dans leur caserne à dos de chameaux au son des pétarades d'un vieux scooter.

Crise ivoirienne

## Le retour inespéré d'ADO

Alassane Dramane Ouattara refait surface à la table ronde de Linas-Marcoussis

Les discussions sur la Côte d'Ivoire se sont poursuivies hier dans le huis clos de Linas-Marcoussis, où plusieurs délégués ivoiriens ont fait état de progrès sur le thème de la nationalité.

CHRISTOPHE AYAD  
LIBÉRATION

On le croyait définitivement «fini». Une fois de plus, Alassane Ouattara s'est relevé juste avant le K.O. Alors qu'il était promis à un long et silencieux exil, la table ronde de Linas-Marcoussis a remis en selle de façon inespérée le chef du Rassemblement des républicains (RDR), principal opposant et rival du président Laurent Gbagbo. Dans le Centre national du rugby français, tous les regards se tournent vers cet homme au visage impassible. «On le juge, non sans une certaine froideur», confie un observateur sur place.

Alassane Dramane Ouattara (ADO) revient de loin. Après avoir échappé de peu à la tentative d'assassinat d'un escadron de gendarmes au premier jour du soulèvement à Abidjan, le 19 septembre, il a trouvé refuge chez l'ambassadeur de France, Renaud Vignat. Mais cet hôte encombrant est devenu une pomme de discorde entre Paris et Abidjan, qui l'accuse d'être l'instigateur de la tentative de coup d'État.

Le 28 novembre, le chef de la diplomatie française, Dominique de Villepin, négociait, lors d'un

passage à Abidjan, l'exfiltration d'Ouattara, finalement évacué par l'armée française vers le Gabon. Contrainant au silence, loin de ses militants, ADO paraissait hors jeu. Mais entre-temps, il a pu rejoindre la France après une escale à Dakar, où il a retrouvé sa liberté de parole.

Mercredi, lors de l'ouverture de la table ronde sur la crise ivoirienne, Ouattara a prononcé un discours des plus offensifs. «[...] Du fait de pratiques politiques visant uniquement la confiscation du pouvoir d'État au profit de clans, le tissu social de notre pays s'est progressivement délité pour aboutir aujourd'hui à sa quasi-désagrégation.» Et d'ajouter: «Notre pays est victime de l'instrumentalisation de l'identité. Par la faute de politiques à courte vue, notre Côte-d'Ivoire est devenue un pays où, au nom de l'ivoirité totale, les enfants renient leurs parents, où les hommes et les femmes renient leurs conjoints.» Des propos qui n'ont pas dû contribuer à réchauffer l'atmosphère à Linas-Marcoussis. Expliquant l'apparition d'une rébellion armée par «la gestion désastreuse du pouvoir», ADO a ensuite énoncé son programme de sortie de crise: l'adoption d'une nouvelle Constitution, la réforme du code de la nationalité et l'organisation d'élections anticipées.

«Il ne faut pas être amnésique», explique Aly Coulibaly, porte-parole du RDR. La Constitution de juillet 2000 [qui a servi à écarter ADO de la présidence pour défaut de nationalité] ne vaut rien, elle a été obtenue par la duperie et la tricherie. Quant à la présidentielle d'octobre 2000, Gbagbo a été élu, certes, mais pas démocratiquement. Deux candidats de poids, Ouattara, du RDR, et Konan Bédié, du PDCI, ont été empêchés

de se présenter. Enfin, lors du Forum de réconciliation, Gbagbo a promis des réformes. En gage de bonne volonté, nous sommes entrés au gouvernement, mais rien n'a changé, aucune mesure n'a été prise. Il faut tout reprendre à la base. Gbagbo n'a plus de légitimité, il ne contrôle plus le pays, à l'exception d'Abidjan.»

Ces propositions sont à l'opposé de la position de Gbagbo, qui exclut toute élection anticipée — «la Constitution me l'interdit» —, et rejoints les revendications des rebelles. Ouattara, pour autant, ne craint pas d'être assimilé à la rébellion, accablant ainsi l'idée d'une collusion. Il refuse pourtant de jeter la pierre aux rebelles pour le tort qu'ils auraient pu lui causer en prenant les armes pour défendre ses idées. «Quel tort? C'est le gouvernement qui a voulu salir Ouattara, pas eux», explique un proche d'ADO.

Côté français, on aimerait qu'Ouattara et le RDR ne réduisent pas le «drame ivoirien» à une simple question de pouvoir et de personnes. «Ouattara aurait tort de croire que son seul problème est Gbagbo», confie un diplomate. Même élu dans de nouvelles élections, il hériterait d'un pays ingérable dont une bonne partie des citoyens voudraient sa mort. Il ne devrait pas oublier que sans la France, il serait déjà mort. Pierre Mazeaud, qui préside la table ronde, aura fort à faire pour persuader les dirigeants ivoiriens que le sort de leur pays doit passer avant leur. Quant à Ouattara, il n'envisage pas de rentrer en Côte-d'Ivoire avant un bon moment et sans garanties sérieuses. «Il rentrera, mais à Kong, dans son fief du Nord», confie un proche. Pas à Abidjan, où sa maison a été brûlée. Pas après ce qu'ils ont fait.»

Crise vénézuélienne

## Chavez, intraitable

«Nous n'allons pas céder un pouce de terrain»

AGENCE FRANCE-PRESSE

Caracas — Le président Hugo Chavez, toujours intraitable vis-à-vis de l'opposition, s'est rendu hier à Brasilia, après avoir mis en garde le «groupe de pays amis» créé à l'initiative de son homologue brésilien Luiz Inácio da Silva pour trouver une solution pacifique à la crise vénézuélienne.

«Nous n'allons pas céder un pouce de terrain», a lancé hier Hugo Chavez lors de son message annuel devant le parlement, alors que le pays vit son 47<sup>e</sup> jour d'une grève centrée sur le secteur pétrolier.

«Le Venezuela ouvre ses bras au monde», mais le «groupe et chacun de ses membres, doit reconnaître qu'il y a ici un gouvernement légitime», a déclaré Hugo Chavez. Et s'adressant aux ambassadeurs présents dans l'enceinte du parlement, il a leur a dit que son gouvernement «exigeait d'être reconnu comme l'unique gouvernement existant au Venezuela».

«Le groupe d'amis» est composé du Brésil, du Chili, de l'Espagne,

des États-Unis, du Mexique et du Portugal.

Le président vénézuélien venait de rentrer de New York où il s'était entretenu jeudi avec le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan et de Quito où, mercredi, à l'occasion de l'investiture du nouveau président de l'Equateur Lucio Gutierrez, «un groupe de pays amis» a été créé pour soutenir les efforts de médiation du secrétaire général de l'OEA, César Gaviria.

«Ils doivent comprendre que dans la confrontation en cours au Venezuela, il n'y a pas le même niveau de légitimité: d'un côté, un gouvernement démocratique qui affronte, de l'autre, des fascistes, des putschistes, des terroristes» qui veulent «répéter» la guerre d'Espagne (1936-1938) où le général Franco avait renversé le gouvernement républicain.

L'opposition réclame toujours l'organisation, le 2 février prochain, d'un référendum sur le mandat du président vénézuélien. Cette consultation, toujours pendante, est rejetée d'avance par Hugo Chavez.

## Le rot du général

AGENCE FRANCE-PRESSE

Caracas — En signe d'arrogance ou de vulgarité, le général Luis Felipe Acosta Carles, de la garde nationale vénézuélienne, a éreuté hier devant le pays un rot militaire qui n'a pas fini de résonner dans la crise vénézuélienne.

En direct, devant les caméras de l'ensemble des télévisions du pays, l'officier commandant de la garde nationale de l'État de Carabobo (100 km à l'ouest de Caracas) qui venait de prendre le contrôle d'un entrepôt de boissons gazeuses paralysé par la grève, s'est saisi d'une canette de bière qu'il a bu, et se penchant sur les micros a émis un rot long et sonore devant tout le pays.

«Pardonnez-moi, vous dites que je suis mal élevé. Oui, je suis mal élevé», a commenté l'officier, en faisant un nouveau rot devant les caméras.

«Tout cela appartient au peuple. Je prends tout cela pour le peuple», a-t-il ajouté avant de visiter d'un air martial l'entrepôt de la Panamco, une entreprise américaine de distribution des produits de Coca-Cola.

L'imagerie de ce général a été immédiatement diffusée en boucle sur les télévisions privées qui s'étaient précipitées pour assister à la première prise de contrôle, par des militaires, d'un entrepôt de produits alimentaires, comme l'avait annoncé la semaine dernière le président Hugo Chavez.

Après avoir brisé les chaînes des portes de l'entreprise avec des cisailles, les militaires ont mené une action particulièrement musclée face aux employés en grève, en majorité des femmes, qui protestaient et insultaient les soldats.

Des gaz lacrymogènes ont été largement utilisés, sans compter les coups et tirages de cheveux dans les boucslades.

Les télévisions ont montré une femme violemment jetée à terre par un soldat.

Alors que la grève est entrée dans son 47<sup>e</sup> jour, la situation politique reste dans l'impasse et l'inquiétude grandit sur le rôle que pourraient jouer les militaires dans l'issue de la crise.

Le président vénézuélien, lui-même un ancien lieutenant-colonel parachutiste, a menacé de faire de plus en plus appel à l'armée pour se substituer aux civils, y compris dans les écoles partiellement en grève.

Au sein de l'opposition, comme dans les milieux pro-Chavez, on reconnaît les risques de dérapages vers une violence généralisée.

Dans une formule populaire imagée, le général Acosta Carles a promis de libérer demain «l'ours et la blonde», c'est-à-dire, les bières locales Polar et Regional, devenues introuvables.

«Vous n'aimez pas la bière?», a-t-il lancé aux journalistes.

## Un gouvernement multiethnique chez les Serbes de Bosnie

REUTERS

Banja Luka — Le Parlement de la République serbe de Bosnie a approuvé hier un gouvernement qui, pour la première fois depuis la guerre civile de 1992-95, comporte, outre des Serbes, des Musulmans et des Croates.

L'administration de 16 membres dirigée par Dragan Mikerevic, un modéré, comprend aussi plusieurs membres du Parti démocratique serbe (SDS), formation radicale de Radovan Karadzic, recherché pour

crimes de guerre par le Tribunal pénal international de La Haye.

Les fonctionnaires internationaux supervisant l'application des accords de paix en Bosnie s'étaient opposés à la participation du SDS au précédent gouvernement en raison de son manque de coopération dans la traque de Karadzic.

La Bosnie est composée de deux entités bénéficiant d'une large autonomie: la République serbe et la Fédération Croato-musulmane.

EN BREF

## Réfugiés haïtiens arrêtés

Miami (AFP) — Une vingtaine de réfugiés haïtiens ont été arrêtés jeudi soir à leur arrivée par la mer sur l'île de Key Biscayne, face à Miami, en Floride, a annoncé la police hier. Une demi-douzaine de voitures de police et un hélicoptère doté d'un puissant projecteur ont permis de traquer les immigrants dans le parc national Bill Baggs, qui se trouve sur cette île. Ils devraient à terme être renvoyés dans leur pays. Plus de 200 Haïtiens, parmi lesquels des femmes et des enfants, restent détenus aux États-Unis après avoir atteint les côtes de la Floride à la nage le 29 octobre dernier, dans l'attente d'être rapatriés. Les clans haïtiens sont généralement expulsés vers leur pays, à la différence des réfugiés cubains, qui peuvent rester aux États-Unis s'ils arrivent à terre sans avoir été interceptés en mer.

Le Centre McGill d'études sur le vieillissement en collaboration avec Ostéoporse Québec vous invite à une

CONFÉRENCE PUBLIQUE le dimanche 26 janvier 2003 intitulée

«L'ostéoporse : Un tour d'horizon»

Conférencière: Dre Monique Camerlain, rhumatologue, Centre Universitaire de la santé de l'Estrie

Endroit: HÔTEL DELTA MONTRÉAL 450, rue Sherbrooke ouest (475, rue Président-Kennedy) métro McGill College

Heure: de 14h à 16h Entrée: Libre (café et thé seront servis)

Prière de noter: Aucune réservation Pour de plus amples renseignements, téléphonez au (514) 766-2010 ou à l'Info-ligne Ostéoporse Québec (514) 369-7845 Commanditée en partie par DELTA MONTRÉAL

50% sur toute la marchandise pour hommes et femmes

doice doice

Doice Doice

Pour Elle 277, av. Laurier O. 270-6154 Centre de Commerce Mondial 844-9125

Pour Lui Centre de Commerce Mondial 281-7999 5107, av. du Parc (côte Laurier) 277-7558

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## VITE

SUITE DE LA PAGE 1

avait rendu deux décisions controversées durant le match. Selon des sources toujours près de l'action, Savard, en plus de quelques remarques destinées à un auditoire adulte, nous préférons vous en avertir, aurait demandé à Fraser s'il avait une petite idée de combien cela coûterait à M. Gillett si, à cause de ce revers, son équipe venait à rater les séries éliminatoires.

Or on sait maintenant, pour l'avoir entendu 35 fois plutôt qu'une, que l'objectif de l'autrefois glorieuse Flanelle pour les mille prochaines années consiste à participer aux séries éliminatoires, rien de vraiment plus. *We're number 8!*, comme disait Paul Eluard.

Alors il faut produire rapidement. Pas de niaisage, pas de reconstruction, pas de jeunes ou si peu, pas de temps à perdre. Vite, un club moyen pour sauver les meubles. Ça ne marche pas? On va essayer quelque chose d'autre. N'importe quoi, mais vite. Et en voulant aller vite, on manque les séries de peu, on bouche les trous d'année en année au lieu de faire le ménage et on se ramasse avec un dossier de 18-19-5-4, en plein milieu du paquet. On augmente la masse salariale, ce qui oblige à aller encore plus vite puisqu'il faut bien justifier les grosses rémunérations, sans garantie de résultats justement parce qu'il n'y a pas de plan.

La mèche du propriétaire est de plus en plus courte et, paradoxalement, elle coûte de plus en plus cher. C'est comme les vêtements pour dames: moins il y a de tissu, plus le prix au centimètre carré est élevé.

Et n'oublions jamais, par ailleurs, que lorsqu'un entraîneur-chef est congédié, cela peut toujours être vu comme le geste d'un directeur général qui cherche à sauver, au moins pour un temps, sa propre peau.

Dans sa dernière livraison, le magazine *Sports Illustrated* examine, à la lumière des déboires des Sénateurs d'Ottawa, le sort qui pourrait échoir aux équipes canadiennes de la LNH. En ce qui concerne le Canadien, on note que George Gillett a acquis la franchise et son amphithéâtre à prix très abordable mais que, malgré cette illustration de la valeur décroissante de l'équipe, «une Ligue nationale sans club à la riche histoire est impensable».

La disparition du Canadien, même au vu de la mesure financière qui ne semble pas avoir de fin et du rendement de l'argent Canadian Tire qui ne semble pas pressé de soigner sa chute, est certainement impensable, mais le fait qu'il puisse continuer de poireauter pendant un sacré bout de temps ne l'est pas. Pour l'instant, avec une masse salariale approchant les 50 millions \$US, ce n'est en tout cas pas une question de prix.

Mais ça peut être une question de patience (surtout de la part des fans qui appellent Ron et demandent des têtes après une défaite de suite), de reconnaissance des cycles qui marquent le sport et, pour quoi pas, de l'évocation de quelques faits: que Chicago, par exemple, n'a pas gagné la coupe Stanley depuis 40 ans, Toronto depuis 35 ans, Boston depuis 30 ans, que New York a gagné une fois en 60 ans et que Detroit, avant que le vieux Scotty ne le relance récemment, avait traversé un désert de 40 ans.

On n'est plus dans le bon vieux temps, mais ce n'est pas une raison pour pratiquer la fuite en avant.

SUITE DE LA PAGE 1

vieux rêve pour lui, est un privilège et un honneur. *J'ai grandi avec le gilet du Canadien sur le dos, a-t-il noté. C'est un défi que je veux relever. Mon but est très simple: j'ai l'intention de tout faire pour que le club accède aux séries éliminatoires.* En vertu de son contrat, M. Julien dirigera l'équipe jusqu'à la fin de la saison 2003-04.

Dans l'immédiat, le nouvel entraîneur aura du pain sur la planche puisque le Canadien connaît des ratés depuis quelques semaines. À l'heure actuelle, le club a une fiche de 18-19-5-4, pour un total de 45 points. Ceci lui confère le dixième rang de l'Association de l'Est alors que seules les huit premières équipes participent aux séries éliminatoires.

De plus, l'équipe a perdu ses neuf derniers matchs sur les patinoires étrangères, les deux dernières défaites en lice étant un revers de 1 à 0 mercredi contre les Trashers d'Atlanta et un autre de 4 à 1 jeudi soir contre les Flyers de Philadelphie. *Match après match, on voyait la situation se répéter*, a indiqué André Savard en faisant référence au fait que ses joueurs ne travaillaient pas 60 minutes par match.

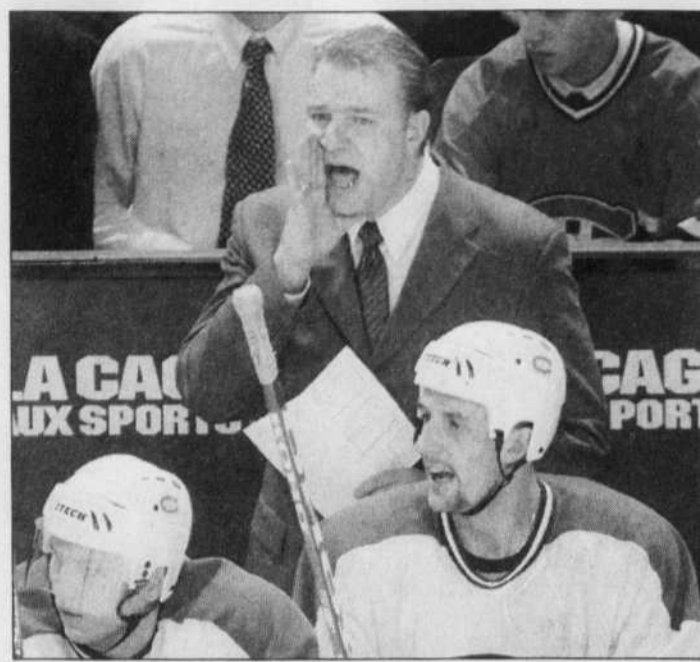
Et c'est justement ce que Claude Julien a pour mission de changer. *Ma force a toujours été d'établir une éthique de travail pour sortir fort à tous les soirs. [...] Et ça, ça commence par les entraînements*, a-t-il expliqué aux nombreux journalistes tout juste avant de sauter sur la patinoire... pour diriger sa première séance d'entraînement. *Je veux ramener l'équipe là où tout le monde la voit.*

Il s'agit du premier poste d'entraîneur-chef de M. Julien dans la LNH. Agé de 42 ans, cet homme originaire du nord de l'Ontario et élevé dans la région d'Ottawa a fait ses classes dans la Ligue de hockey junior majeur du Québec et dans la Ligue américaine.

Il a dirigé les Olympiques de Hull de 1996 à 2000 — son équipe a remporté la coupe Memorial en 1997 alors que Jose Théodore était son gardien — avant de se diriger vers Hamilton. Cette saison, les Bulldogs dominent la Ligue américaine avec une impressionnante fiche de 33-6-3-3 et un total de 72 points.

Avant d'entamer les pourparlers avec Claude Julien, André Savard a dû obtenir la permission du direc-

## CANADIEN



C'était le 21 novembre 2000. André Therrien dirigeait son premier match derrière le banc du Canadien après le congédiement, la veille, de l'entraîneur Alain Vigneault et du directeur général Réjean Houle. Hier, Therrien a été congédié à la suite des insuccès de l'équipe.

teur général des Oilers d'Edmonton, Kevin Lowe. La franchise des Bulldogs est à la fois le club-école du Canadien et des Oilers. L'équipe montréalaise devra faire contre-poids en offrant un choix de cinquième ronde (ou de quatrième ronde si elle participe aux séries).

Quel est le secret de Claude Julien pour fouetter ses joueurs? *Je crois beaucoup en la ligne fine qui existe entre le respect et l'autorité. Si on est capable de garder un équilibre, les choses semblent bien fonctionner.* Il essaiera de mettre en place un jeu axé sur une défensive plus serrée afin de réduire le nombre de tirs au but de l'adversaire.

Le directeur général de l'équipe est convaincu d'avoir fait le bon choix, un choix qui pourrait sauver la saison du Canadien. *Nous l'avons démontré l'an dernier. Quand cette équipe travaille fort et avec passion, nous obtenons de bons résultats. La clé est de fournir un effort constant*, a soutenu André Savard.

Du côté du vestiaire, les joueurs ont accueilli la nouvelle avec la diplomatie de circonstance. Du reste, le gardien Jose Théodore croit que Claude Julien fera un excellent boulot à Montréal. *Je l'ai eu comme entraîneur pendant deux ans.*

*J'ai aussi participé à un de ses camps d'été. Il connaît le hockey pour y avoir joué. Durant les entraînements, il aime voir du mouvement. Il veut aussi que les joueurs soient intenses. J'espère que ce changement va aider l'équipe.*

Nommé en novembre 2000 pour remplacer Alain Vigneault, Michel Therrien en était à sa troisième saison comme entraîneur du Canadien. En 190 rencontres, il a complété un dossier de 77 victoires, 77 défaites et 23 matchs nuls. Il faut rappeler que malgré de nombreuses blessures dans ses rangs la saison dernière, Michel Therrien avait réussi à motiver ses troupes et à qualifier l'équipe pour les séries éliminatoires. Il est le sixième entraîneur à perdre son poste dans la LNH depuis le début de la saison de hockey.

Claude Julien recevra son baptême de la LNH ce soir. Son équipe affrontera les Maple Leafs de Toronto, qui ont mis le pied sur l'accélérateur après un début de saison médiocre. La présence des chouchous de la métropole canadienne signifie que le match sera diffusé partout au pays.

Avec la Presse canadienne

## SHARON

SUITE DE LA PAGE 1

guerre du Liban, qui brigue de nouveau la direction du pays. Ni l'intervention exceptionnelle du directeur des élections qui, au début de la semaine, a abruptement interrompu la télédiffusion d'une de ses conférences de presse, qualifiée de propagande. Ni la crise économique, qui a fait monter l'inflation à 6,6 % et provoqué de nombreuses faillites. Ni les scandales à répétition, qui continuent d'ébranler la droite israélienne et la famille Sharon.

Rien de tout cela n'a empêché le premier ministre de remonter dans les sondages après une légère chute, il y a deux semaines. Le leader du Likoud est maintenant crédité d'environ 30 députés, trois de plus que la semaine précédente, sur les 120 que compte la Knesset. Les travaillistes tirent de l'arrière avec seulement 20 élus, contre 24 la semaine dernière (ils en avaient 25 dans le précédent gouvernement). Un autre sondage réalisé par Geocartographia accorde au Likoud jusqu'à 34 sièges, contre 19 aux travaillistes.

Ariel Sharon n'a évidemment pas récupéré la quarantaine de sièges qu'on lui prédisait il y a un mois. Mais il semble assuré de former le prochain gouvernement et de faire de son parti le premier parti israélien.

*Plus la presse et la justice attaquent Ariel Sharon, plus il apparaît comme une victime*, explique David Green, journaliste à l'hebdomadaire *The Jerusalem Report*. *En Israël, la gauche est perçue comme le parti de l'establishment. Quand les journalistes et les juges s'en prennent à Sharon, ils ne font que renforcer son image de représentant des classes populaires.* En Israël, les couches populaires sont généralement séfardes (orientales) alors que les classes favorisées sont plutôt ashkénazes (européennes).

Le sommet a été atteint lorsque le président de la commission électorale, le juge Mishael Cheshin, a suspendu la diffusion d'une conférence dans laquelle Ariel Sharon répliquait violemment à son adversaire travailliste. Toute «propagande» électorale étant interdite à la télévision en dehors des publicités, strictement réglementées, le président de la commission a tout bonnement interrompu la diffusion. *C'était le meilleur service à rendre à Sharon*, dit David Green.

C'est aussi l'opinion de Yaacov Ahimeir. *Les scandales ont très peu d'effet sur les sondages car les Israéliens ont peu confiance dans les médias. Ils y voient une conspiration pour renverser les dirigeants sans passer par une élection.* Pour cet animateur de la première chaîne de télévision israélienne, ces élections ont été déclenchées sans raison véritable par le retrait des travaillistes du gouvernement. *Deux mois plus tard, je ne sais toujours pas ce qui est vraiment en jeu.*

## Une atmosphère de corruption

S'il ne semble pas faire de doute qu'Ariel Sharon sera premier ministre le 28 janvier, les enquêtes en cours risquent d'empoisonner la politique israélienne pendant des mois encore.

Il y a d'abord l'achat de votes auquel un des fils de Sharon, Omri, aurait pris part. Il y a ensuite l'implication d'un autre de ses fils, Gilad, dans un projet touristique en Grèce. Il y a enfin cette garantie bancaire de deux millions de dollars accordée secrètement à Gilad Sharon par un ami sud-africain du premier ministre, Cyril Kern, afin de financer des fonds perçus illégalement lorsqu'Ariel Sharon a pris le contrôle du Likoud.

La politique israélienne a rarement baigné dans un climat aussi délétère. *Ce brouillage des frontières entre le gouvernement et la famille est un précédent dans l'histoire israélienne*, écrit Arie Caspi dans le quotidien *Haaretz*.

Les messages publicitaires travaillistes ont beau décrire le premier ministre comme un parrain de la mafia, rien n'y fait. Il faut dire que le quotidien *Maariv* a aussi révélé mercredi que le chef travailliste, Amram Mitzna (qui est maire de Haïfa), aurait favorisé la construction de projets immobiliers financés par des Américains soupçonnés de blanchir de l'argent issu du marché colombien de la drogue.

L'effritement de l'électorat israélien risque cependant de compliquer sérieusement la constitution d'une nouvelle majorité. D'autant plus que le leader travailliste a annoncé cette semaine son intention de ne pas reformer de grande coalition avec le Likoud, comme celui qui dirigeait le pays il y a trois mois à peine.

*Je me demande vraiment à quoi servent ces élections, dit Yaacov Ahimeir. Les travaillistes nous disent maintenant qu'ils ne veulent pas participer au gouvernement. Pourquoi en ont-ils été membres pendant deux ans?*

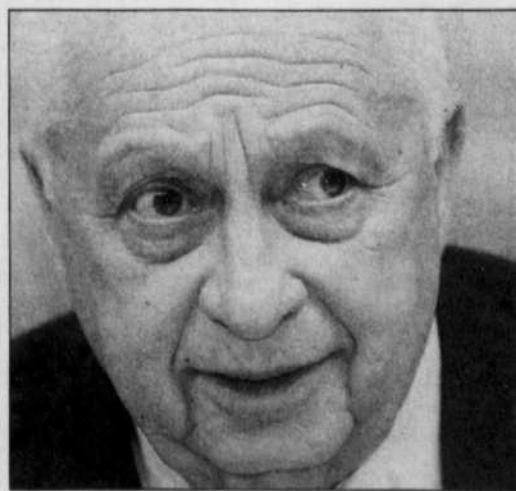
## Une coalition avec qui?

Selon un sondage publié jeudi par le quotidien *Yediot Aharonot*, les Israéliens ne partagent pas l'avis du chef travailliste. 51 % veulent que lui et son équipe participent à un gouvernement d'union nationale. Selon un autre sondage, 57,5 % croient que les travaillistes ne pourront tout simplement pas refuser une telle coalition.

Selon David Green, les travaillistes auront vite fait de se débarrasser de leur leader si celui-ci ne fait pas élire au moins 20 députés. Les anciens ministres travaillistes pressés de retrouver un siège dans le nouveau gouvernement auront alors la voie libre.

L'effritement des voix des grands partis profite actuellement aux ultraorthodoxes du Shass mais aussi aux laïcs du Shinouï. Fait exceptionnel, ces derniers pourraient faire élire jusqu'à 15 députés. Et comme ils refusent de participer à toute coalition impliquant un parti religieux, Ariel Sharon risque d'avoir quelques maux de tête pour composer son gouvernement. Ce qui fait dire à plusieurs que les Israéliens pourraient retourner aux urnes dans environ un an.

C'est peut-être à ces élections que songent déjà les travaillistes israéliens.



Ariel Sharon

REUTERS

## Rectificatif

## Rendez-vous est donné à Gatineau

Dans les suggestions de sortie de la rubrique *Ici et là* publiée en page B 1 hier, la capsule intitulée «Bénédictin des eaux» propose une cérémonie au Musée des civilisations de Gatineau et non pas de Québec, comme nous l'écrivions.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

## L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340  
Par courrier [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le *Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division de Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval, Envol de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## RETOUR

SUITE DE LA PAGE 1

cette chorégraphie était indiqué sur papier.»

La comédienne se dit folle de joie à voir renaître les films de son père. Au sein de sa famille, les dissonances et les chicanes ont eu trop longtemps la partie belle. *Entre nous, on se bagarrait sans cesse. Les uns étaient si respectueux de ses films qu'ils voulaient les garder dans une cathédrale en les adorant à genoux. Moi, j'étais du camp qui les souhaitait dans le domaine public.*

Le producteur français Marin Karmitz, à la tête de MK2, a réconcilié tout le monde. En 2001, il a acquis de la famille les droits mondiaux du catalogue Chaplin et entend diffuser les films (restaurés) en salles, puis en version DVD. Le Dictateur est le premier Chaplin à renaître par ses bons soins. «Cela dit, je ne veux plus me mêler de rien», avoue Geraldine. *Ce sont mes frères qui s'occupent du futur musée dans le domaine de mon père, en Suisse, et des droits sur ses œuvres. J'en avais assez des disputes. Je me suis barrée.*

«Mon père était fasciné par Hitler, évoque-t-elle. Ils étaient nés à quatre jours d'intervalle, en 1889, et commencèrent tous deux leur vie comme vagabonds. Ils se ressemblaient physiquement. En plus, on dit qu'Hitler portait la même moustache que Charlot afin d'attirer sur lui un peu de l'immense popularité du clown. A tous deux, on a prêté des origines juives. Mon père a laissé courir ces rumeurs, mais un jour, à la question «avez-vous du sang juif?», je l'ai entendu répondre: «Je n'ai pas cet honneur.»

Dans le film, le barbier juif baragouine une langue qui ressemble à l'allemand, mais Chaplin ne parlait pas cette langue. Il s'est amusé à en recréer les tonalités. Charlot, en se mettant à parler, offre un message de paix... À la toute fin du *Dictateur*, son personnage de barbier juif livre un long discours pacifiste demeuré célèbre, qui le fit taxer de communisme par plusieurs: *«L'envie a empoisonné l'esprit des hommes, a barricadé le monde avec la haine, nous fait sombrer dans la misère et les effusions de sang»*, disait-il, entre autres.

«Mon père a tourné la scène du discours après que le film eut été monté et fini, raconte Geraldine. Il voulait que Charlie Chaplin prenne la parole plutôt que Charlot, le barbier juif ou le dictateur. Dans cette scène, il apparaît avec des rides, des cheveux gris, pour livrer son propre message au monde, un message qui n'a pas vieilli.» Réaliser *Le Dictateur* ne fut pas une mince affaire. *«Personne ne voulait que le film se fasse. Les Allemands menaçaient mon père de représailles. L'Amérique était très isolationniste et plusieurs là-bas admiraient Hitler sans vouloir connaître ses méfaits. Des journaux craignaient que le film nuise à leurs familles demeurées en Europe. L'Angleterre affirmait qu'elle ne le diffuserait jamais, mais elle a changé d'idée au moment du lancement, et ce fut un grand succès. Mon père l'a financé lui-même.»*

En 1940, les pays sous le joug nazi ont interdit *Le Dictateur*. Longtemps après la guerre, des scènes demeurèrent invisibles dans certains pays. *«En Italie, toutes celles qui montraient la femme de Napoloni furent retranchées du vivant de Mme Mussolini [qui y était parodiée]. En Espagne, il n'a jamais été présenté, car le régime de Franco a duré longtemps. J'en avais là-bas une copie que je montrais aux amis sous le manteau. [Geraldine Chaplin a longtemps été l'épouse du*



Geraldine Chaplin

AGENCE FRANCE-PRESSE

cinéaste espagnol Carlos Saura.] *Les Espagnols viennent tout juste de découvrir le film.*

«Dans son autobiographie [1964], Charlie Chaplin confiait que s'il avait su quelles atrocités Hitler allait commettre, jamais il n'aurait réalisé *Le Dictateur*, mais j'ai l'impression qu'il l'aurait fait quand même. Ailleurs, il affirmait qu'il fallait opposer le rire à cette horreur.» Hitler a vu *Le Dictateur* au moins deux fois. *«On a rapporté à mon père que le Führer n'avait ri ni au premier visionnement ni au second. On peut comprendre pourquoi...»*

Si le public aimait Chaplin, les grosses gommeles le jugeaient suspect. *«Aux États-Unis, le maccarthysme l'a très tôt pris pour cible. Dès 1922, le FBI s'est préoccupé de ses activités. Plus tard, Les Temps modernes, qui s'attaquait au travail à la chaîne, a accru ses ennemis. Et Le Dictateur l'a incrusté sur leurs listes noires.»*

En 1952, Chaplin, à bout de tracasseries, est parti s'installer avec sa famille en Europe, aboutissant en Suisse. Née en 1944, Geraldine Chaplin a travaillé pour lui. Figurante dans *Limelight*, en 1952, et dans *Un roi à New York*, en 1957, elle a joué dans *La Comtesse de Hong-Kong*, le dernier film de Chaplin (en couleurs), en 1967, aux côtés de Marlon Brando et de Sophia Loren. *«C'était fascinant de le voir travailler. Il mimait tous les rôles afin de les expliquer aux comédiens.»*

Pour David Lean, Carlos Saura, Robert Altman, Alain Resnais et compagnie, Geraldine Chaplin a poursuivi, loin de son père, une impressionnante carrière d'actrice, jamais tarie. En février, elle amoncra en Espagne le tournage d'un film de Mary McGuckian aux côtés de Robert De Niro, Kathy Bates et Harvey Keitel.

Quand on lui demande si le fait de suivre les traces de son géant de père n'a pas été une expérience éprouvante, elle rit, répond: *«Non, non! Il était si adoré que chacun avait envie d'aimer sa fille en retour. Ça m'a ouvert toutes les portes. D'autant plus grand qu'avec mon père, j'avais reçu la meilleure leçon possible de cinéma.»*